

PRÁTICAS DA
HISTÓRIA

JOURNAL ON THEORY, HISTORIOGRAPHY,
AND USES OF THE PAST

Nº 13 - 2021



**Faire face à la crise identitaire : une
responsabilité sociale de l'historien
dans la construction nationale
camerounaise**

Brice Molo

Práticas da História, n.º 13 (2021): 117-156

www.praticasdahistoria.pt

Brice Molo

Faire face à la crise identitaire : une responsabilité sociale de l'historien dans la construction nationale camerounaise

Les rapports qu'ont les sociétés avec leur passé influencent leur perception du présent. Cela est encore plus manifeste lorsque ces sociétés ne se sont pas réconciliées avec leur passé. C'est le cas du Cameroun, où de nombreux abus de la mémoire menacent l'équilibre social et la construction d'une société multiculturelle. Ces usages pathogènes de la mémoire sont le fait d'entrepreneurs qui profitent de l'absence d'une politique publique claire et de normativité en termes mémoriels pour faire une entorse au passé et ainsi assurer leur publicité. Ces abus au Cameroun prennent la forme de victimisations identitaires revendicatives et mobilisent une rhétorique crisogène et altérophobe, qui favorisent le repli sur soi de certains groupes sociaux. Il apparaît donc indispensable d'œuvrer à la réconciliation du Cameroun avec son passé. Cela passe nécessairement par un oubli salutaire, qui ne constitue pas un refus de se souvenir, mais une catharsis du souvenir traumatique afin de le transcender, et l'avènement d'une société délivrée du poids de son passé douloureux. Ce travail doit être réalisé par les "ouvriers de l'oubli" qui ne sont autres que les historiens, d'où leur responsabilité sociale.

Mots clés: Mémoire ; Identité ethnique ; Réconciliation ; Historiographie ; responsabilité sociale.

Facing the identity crisis: a social responsibility of the historian in the construction of the Cameroonian nation

The relationship that societies have with their past influences their perception of the present. This is even more evident when these societies have not reconciled with their past. Such is the case of Cameroon, where many abuses of memory threaten the social balance and the construction of a multicultural society. These memory pathologies are the work of entrepreneurs who take advantage of the absence of public policies and a certain clear memory normativity to twist the past in order to exist. These abuses take the form of identity-based victimizations and the mobilization of a crisogenic and alterophobic rhetoric, which encourages identity withdrawal. It then appears indispensable to build the reconciliation of Cameroon with its past. This necessarily involves a salutary forgetting, which does not mean refusal to remember, but a catharsis of the traumatic memory in order to transcend it, and the advent of a society freed from the weight of its painful past. This work is the work of the "workers of oblivion" who are none other than historians, hence their social responsibility. Keywords: Memory ; Ethnic identity ; Reconciliation ; Historiography ; social responsibility.

Faire face à la crise identitaire : une responsabilité sociale de l'historien dans la construction nationale camerounaise

Brice Molo*

Introduction

La problématique identitaire a refait surface dans le débat et l'espace publics camerounais, et ce, d'une manière assez importante depuis la dernière élection présidentielle de 2018. Dans ce contexte, la thèse selon laquelle les identités sont socialement et historiquement construites a été renvoyée au second plan ou plutôt ignorée, alors que celle-ci est largement consensuelle parmi les historiens. Les identités comme les nations sont des artefacts de l'histoire sociale d'une région (histoire coloniale pour ce qui est du Cameroun¹) comme le rappelle Anne-Marie Thiesse: " la nation naît d'un postulat et d'une invention " ² ou encore Ernest Renan: " les nations, entendues de cette manière sont quelque chose d'assez nouveau dans l'histoire (...) L'oubli et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation " ³. Cette création humaine, poursuit Thiesse, se bâtit autour d'une " histoire établissant la continuité avec les grands ancêtres, une série de héros parangons des

* René Lionel Brice Molo Zogo (bricemolo@yahoo.fr et brice.molozogo@ehess.fr) École des Hautes Études en Sciences Sociales (Groupe de Sociologie Pragmatique et Réflexive) et Université de Yaoundé I. Bureau n°. A734, 54 bd Raspail 75006 Paris. Hommages à Jean Koufan Menkene, pour la qualité des échanges que nous avons eus, et qui ont contribué largement à l'amélioration de ce texte. Et tous mes remerciements à Yvan Issekin et Silvère Okala, qui ont toujours été disponibles pour des relectures attentives. Révision linguistique par Myriam Sabatier. Original article: 30-12-2020. Revised version: 5-10-2021. Accepted: 16-11-2021.

1 Adalbert Owona, *La naissance du Cameroun, 1884-1914* (Paris : L'Harmattan, 1996).

2 Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales, Europe XVIII^e-XIX^e siècle* (Paris : Éditions du Seuil, 1999), 14.

3 Ernest Renan, "Qu'est-ce qu'une nation ? " (conférence en Sorbonne, France, le 11 mars, 1882 : 4).

vertus nationales, une langue, des monuments culturels, un folklore, des hauts lieux et un paysage typique, une mentalité particulière, des représentations officielles, etc.⁴. Elle met ici en évidence les apports du passé et du présent, qui sont eux-mêmes fabriqués⁵, dans la construction d'une société aussi multiculturelle que le Cameroun⁶. Par "histoire", on entend l'existence d'un récit national, d'une narrativité du récit qui n'est ni nécessairement tendancieuse, ni polémique ; car, une société multiculturelle peut être le lieu de débats et de négociations autour d'enjeux mémoriels, chaque identité culturelle ayant son propre rapport au passé, à l'histoire et à la mémoire, mais sans forcément qu'il y ait imposition ou passage en force d'une version par rapport à une autre.

Selon Thiesse, la nation est bâtie autour d'une série de héros, archétypes des valeurs nationales. Cette affirmation se vérifie dans le cadre camerounais. La politique mémorielle au Cameroun (qui n'existe pas d'une manière officielle, mais dont j'analyse quelques tentatives isolées) se fonde sur un paradoxe originel : ceux qui ont combattu pour l'indépendance du Cameroun n'ont pas ou peu été érigés en héros nationaux alors que les collaborateurs⁷ de l'autorité coloniale l'ont été.

4 Thiesse, *La création des identités nationales*, 14.

5 Anne Shapovalova, "La fabrique d'un mythe fondateur ancré dans l'avenir : la rhétorique interventionniste lors des procès-spectacles en URSS," *Encyclo* 8 (2017) : 15-29.

6 Considéré comme une Afrique en miniature, le Cameroun compte plus de deux cents groupes ethniques qu'on insère aisément dans les grands ensembles démographiques africains. Son héritage historique en fait un des seuls pays au monde de tradition bilingue franco-britannique, entre le Cameroun d'expression anglaise et celui d'expression française. Depuis 2018, ce bilinguisme est au cœur d'un conflit, des groupes armés revendiquant la sécession de la partie anglophone d'avec le Cameroun oriental francophone.

7 Il a depuis été démontré par une historiographie abondante, que la lecture du fait colonial sous la dichotomie « collaborateurs – résistants », est surannée et simpliste. En effet, derrière la collaboration avec les autorités coloniales pouvaient se cacher des formes de résistance particulières, faisant parfois de la collaboration une forme même de résistance. En convoquant donc cette catégorie de « collaborateurs », je n'exclus pas que ces derniers aient été opportunistes ou qu'ils aient eu l'intelligence situationnelle de redéfinir les rapports avec la tutelle à leur profit, mais cet aspect n'est pas vraiment important pour mon argumentation. Ce qui est essentiel de percevoir dans cet article, c'est que les collaborateurs ont constitué un groupe d'individus en collusion avec les autorités coloniales, dont ils soutenaient les idéaux et les actes. Ce sont ces derniers qui ont triomphé à l'issue de ce qui doit être considérée comme la guerre d'indépendance du Cameroun, et ont réussi à réduire la mémoire nationaliste à la clandestinité jusqu'au début des années 1990. Ils ont pu se construire ainsi une légitimité, un charisme de vainqueurs et une place importante dans le discours officiel sur le processus d'indépendance du Cameroun. Pour avoir une idée sur les formes de résistance au Cameroun et la dichotomie entre "collaborateurs" et "résistants", lire l'introduction d'Achille Mbembe dans *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)* (Paris : Karthala, 1996).

Implicitement, il semblerait que la collaboration avec le pouvoir, aussi illégitime et impopulaire qu'ait été le pouvoir colonial, resterait une " vertu nationale ", tandis que l'opposition à ce pouvoir serait moralement condamnable. Cette sorte de " mémoire imposée " ⁸, issue du récit historique dominant, vise à légitimer les tenants du pouvoir politique, qui se servent ainsi d'un passé commun pour asseoir leur domination ⁹. La situation serait pourtant moins grave si, au lieu de privilégier le socle ethno-tribal, les conflits mémoriels se limitaient à l'histoire du Cameroun. Or la perspective ethno-tribale tend encore à prospérer et fait même son retour dans le débat public, au risque et au mépris de la cohésion sociale. En l'occurrence, des agents politiques s'accaparent des questions mémorielles et des enjeux qui leur sont associés, pour manipuler l'histoire au profit des identités ethniques, soit ce que Nora identifiait comme un " malaise dans l'identité historique " ¹⁰ et que nous posons ici, comme une autre manifestation de la " crise du postcolo-

8 Paul Ricoeur explique que la « mémoire imposée » est toujours couplée à une histoire officielle enseignée. Cette notion de « mémoire imposée » apparaît au Cameroun dans les discours de certains tenants du pouvoir tel qu'il le sera démontré plus loin dans ce travail. Néanmoins, le cas camerounais ne correspond pas parfaitement au modèle théorique proposé par Ricoeur et s'écarte ainsi d'un « domaine public mondial », car il met en jeu une imbrication du fait ethnique et du fait national, qui engendre des rivalités entre ces deux identités. J'emprunte la notion de « domaine public mondial » à Anne-Marie Thiesse, qui la définit comme une réalité localisée qui se globalise et finit par devenir commune à tous. Cela revient à dire que des réalités, des idées et des pratiques apparues dans un coin du monde, l'Occident en l'occurrence, finissent par s'étendre dans les territoires où ce dernier a exercé sa domination, parfois par la colonisation. Cette perspective permet de comprendre que la naissance des États-nations et des identités est certes à phénoménologie multiple, mais il existe des invariants dont le premier est la muabilité même de toute identité, sujette à des renommages, des fusions et toutes autres formes de modifications. Voir pour Thiesse, *La création des identités nationales*, 13-14 et, en ce qui concerne Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli* (Paris : Seuil, 2000), 104.

9 C'est précisément cet état des choses qui est à l'origine de nombreuses crises de l'État postcolonial au Cameroun. Les gouvernants semblent se situer dans une logique parsonnienne de socialisation où la stabilité du système dépend de l'adhésion des différents acteurs aux valeurs communes. Et quiconque n'adhère pas à ces valeurs est considéré comme déviant. Or, le problème n'est pas plus ce modèle hyper-socialisateur que la définition des valeurs qui en constituent le substratum. Ainsi qu'on le verra plus loin dans ce texte, les valeurs résultent d'arbitrages de gouvernants et d'un modèle social imposé par des acteurs contestés, dont les héritiers n'ont pas réussi à créer les conditions d'un débat libre sur le mouvement général que devrait prendre la vie politique nationale. Pour Parsons, lire Talcott Parsons, *The social system* (New York : The Press of Glencoe, 1951).

10 Pierre Nora, "Malaise dans l'identité historique," *Le Débat*, n°. 141 (2004): 44-48.

nialisme ¹¹. Si pour certains, cette “ crise ” n’est qu’un simple malaise conjoncturel¹², il est important de souligner qu’elle caractérise une profonde *krisis* des identités nationale et historique.

Se pose donc le problème de la relation du Cameroun à son histoire, à sa mémoire collective et l’impact de cette relation dans la construction de la nation camerounaise. De même, en filigrane, se profile la question de la responsabilité sociale de l’historien en tant que gardien de la mémoire collective, dans la construction nationale et le maintien de la cohésion sociale par le vivre-ensemble et le dialogue interculturel. Ce travail a pour but de montrer les abus et les menaces discursives sur l’appropriation du passé par les groupes sociaux, afin de systématiser la responsabilité sociale de l’historien dans la construction d’une nation camerounaise multiculturelle ; il insiste enfin sur la nécessité d’œuvrer à un consensus national historique et à une réconciliation du Cameroun avec son Histoire.

11 La première évocation du concept de crise du postcolonialisme que nous avons rencontrée se trouve dans cet article d’Achille Mbembe, “Domaines de la Nuit et Autorité Onirique dans les Maquis du Sud-Cameroun (1955-1958).” *The Journal of African History* 32, n°. 1 (1991) : 89-121. L’auteur s’y livre à une histoire culturelle critique d’un positivisme matérialiste, aveugle et inattentif des codes symboliques par lesquels certains “ faits “ peuvent se manifester et être étudiés, au-delà des représentations, par des historiens. Précisons qu’il ne s’agit pas particulièrement, dans ce texte d’Achille Mbembe, de crise du postcolonialisme, dans le sens où, - nous l’explicitons plus loin dans cet article -, elle constituerait un régime d’historicité et un grand moment dans l’historiographie des États postcoloniaux. Néanmoins, des réflexions fondamentales sur le fait postcolonial se trouvent dans l’ouvrage de Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l’imagination politique dans l’Afrique contemporaine*. (Paris : Karthala, 2000).

12 Pour Yvan Issekine qui a fait une thèse sur la géopolitique des élections au Cameroun, cette crise identitaire et le repli qui lui est associé sont à contextualiser dans le cadre du débat électoral. Ce débat s’est concentré sur cette thématique de crise, du fait de la manipulation de l’espace public par une élite, qui cherchait à asseoir sa représentativité dans les lieux de pouvoir. Cette position de l’auteur s’inscrit dans la ligne générale de ses travaux qui nuancent le recours systématique au vote communautaire au Cameroun, ce dernier étant, selon lui, “intermittent “. Pour plus de détails, lire sa thèse “Inflexion et reproduction du vote communautaire au Cameroun (1992-2013) : une dynamique tendue autour de l’activité territoriale des partis politiques “, Thèse pour le Doctorat Ph.D en Science politique, (Université de Yaoundé 2, 2020) et l’article qui en a découlé “Le vote communautaire est-il intermittent au Cameroun ? La géopolitique du RDPC à l’élection présidentielle de 2018.” *L’Espace Politique*, n°40 (2020) : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/7822>, consulté le 20 novembre 2020.

1. Les abus de la mémoire et les logiques rhétoriques identitaires

Toute étude du passé est d'abord une (ré)appropriation volontaire des événements, c'est-à-dire un travail nécessairement tourné, non pas toujours vers la quête d'érudition, mais vers " l'atteinte d'un but et la satisfaction d'une cause " explique Tzevetan Todovov¹³. De ce point de vue, toute construction historique peut prendre des formes variées et le sens des " pathologies mémorielles " ¹⁴ ou des " abus de la mémoire " ¹⁵.

1.1. La victimisation identitaire revendicative

La question des identités au Cameroun est intimement liée à l'époque coloniale. Les historiens dans leur grande majorité s'accordent aujourd'hui sur la manipulation coloniale des clivages identitaires, qui avaient pour but de diviser les colonisés afin de mieux les asservir et les spolier¹⁶. Pourtant, cette stratégie qui semble avoir bien fonctionné dans le passé, au vu de la segmentation actuelle du Cameroun, et qui engendre des conflits ethniques latents au sujet des modes de dévolution du pouvoir¹⁷, se perpétue dans le présent sous le regard passif des gardiens de la morale publique. Les faits de mémoire sont galvaudés par des groupes qui exploitent l'absence d'une " conscience historique " ¹⁸ nationale pour revendiquer non sans stigmatiser. Cette pathologie de la mémoire a très souvent tendance à user de straté-

13 Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire* (Paris : Arléa, 1995).

14 François Dosse, "L'histoire à l'épreuve de la guerre des mémoires," *Cités*, n°. 33 (2008) : 31-42.

15 Voir Todorov, *Les abus de la mémoire* et Paul Ricoeur, *Histoire et vérité* (Paris : Seuil, 2001), 408 et *La mémoire, l'histoire, l'oubli* (Paris : Seuil, 2000).

16 Voir d'abord Daniel Abwa dont l'ambition, au moment de la rédaction de l'ouvrage, était de contribuer à la construction de la nation camerounaise, *Cameroun, histoire d'un nationalisme, 1884-1961*, (Yaoundé : Editions Clé, 2010) et du même auteur *Commissaires et hauts-commissaires de la France au Cameroun (1916-1960) : ces hommes qui ont façonné politiquement le Cameroun* (Yaoundé : Presses universitaires de Yaoundé et Presses de l'Université catholique d'Afrique centrale, 1998) ; Dieudonné Enoh Meyomesse, *La question tribale et la politique au Cameroun* (Darmstadt : Edkbooks, 2016).

17 Paul Abouna, *Le pouvoir de l'ethnie : introduction à l'ethnocratie* (Paris : L'Harmattan, 2011), 134.

18 Pour Raymond Aron, la conscience historique est l'impact de la pensée du passé sur l'action et l'existence du présent. Voir Raymond Aron, *Dimensions de la conscience historique* (Paris : Les Belles Lettres, 2011), 304.

gies de victimisation identitaire, dans l'optique de susciter la dette morale chez l'*out-group* en l'identifiant parfois au bourreau, tandis que l'*in-group* se tient lui, dans la position de la victime. En clair, revendiquer une "identité blessée"¹⁹ place le "même"²⁰ dans la position de victime face auquel l'"autre" est redevable et lui doit réparation, dans le présent, du(des) préjudice(s) causé(s) dans le passé.

Le principal terrain de cet affrontement est la guerre d'indépendance du Cameroun. Celle-ci permet à certains entrepreneurs de lier les spatialités des combats d'indépendance à l'*in-group* ethnique, pour se prévaloir d'un mérite auquel l'*out-group*, du fait de sa non-appartenance à l'espace du théâtre des opérations, n'aurait pas droit. Cette "mémoire manipulée" pour reprendre Ricœur²¹, vise à exclure certains groupes d'une position qui leur serait "injustement attribuée", car n'ayant pas lutté du côté des nationalistes. Pour affiner et illustrer notre analyse, nous allons recourir à un matériel iconographique.

Image n°1 : Un cas d'abus de la mémoire sur les réseaux sociaux



Source : Une capture d'écran faite d'une page personnelle sur le réseau social Facebook le 13 novembre 2018 à 7h20.

19 Véronique Rochais, "La catastrophe aérienne du 16 août 2005: de l'événement comme fait divers aux stratégies de construction identitaire martiniquaise," *Revue Asylon(s)* 11, (2013) : <http://www.reseau-terra.eu/article1285.html>, consulté le 19 novembre 2018.

20 Lucien Ayissi, "Le problème du vivre-ensemble entre le même et l'autre dans l'État postcolonial d'Afrique noire," *Revue africaine de philosophie*, n° 22 (2008) : 121-140.

21 Ricœur, *Histoire et vérité*.

On voit, à travers cette image, que l’auteur identifie les Bamiléké²² et les Bassa²³, - dont les territoires ont abrité les combats les plus violents de cette guerre d’indépendance (1955-1971) -, comme étant les “ vrais nationalistes ”, ce qui sous-entend qu’il y’en a qui usurpent ce statut et qui sont de “ faux nationalistes ”²⁴. Ce qu’il y’a de pernicieux dans cette “ rhétorique du jugement ”²⁵, c’est que la distinction entre les “ vrais ” et les “ faux ” ne se fait pas sur la valeur ou la vertu incarnée de ceux qui aspirent au titre de nationalistes, mais sur le simple critère d’identité ethnique. Pourtant, il n’est pas, tout d’abord, historiquement démontré que l’on était automatiquement acquis à la cause de l’Union des Populations du Cameroun (U.P.C.)²⁶ du fait de l’appartenance à l’un de ces groupes régionaux, comme, en plus, des Camerounais de tous horizons ont été épris d’empathie pour la cause nationaliste dont le discours a connu des variations territoriales²⁷ et les combattants de l’U.P.C. se recrutaient dans toutes les régions, sans distinction d’appartenance aucune. Ce solipsisme impertinent, s’il faut lui attribuer une étiologie et une axiologie, vise avant tout à exclure les autres groupes ethniques de la gloire et de la reconnaissance que confèrent le statut

22 Groupe ethnique majoritaire de la région des Grassfields à l’Ouest du Cameroun.

23 Groupe ethnique se situant principalement entre la région du Centre et celle du Littoral.

24 La dispute autour de la notion de nationaliste ne se réduit pas exclusivement à la querelle identitaire mise en lumière dans cet article, même si c’est cette dernière qui nous intéresse. Assurément, il existe au moins trois interprétations du nationalisme camerounais qui s’affrontent : celle qui, très exclusiviste réduit le nationalisme à l’idéologie de l’UPC et de ses leaders morts au maquis ; ensuite celle qui, plus ouverte, distingue le nationalisme modéré et celui dit radical ; et finalement, la troisième tendance qui regroupe tous les résistants à la colonisation, y compris ceux qui furent assassinés par le pouvoir colonial allemand. Pour plus de détails sur ces catégories, lire le très intéressant article de Pierre Abomo, “Le destin politique du nationalisme camerounais : entre réhabilitation et rejet.” *Cahiers Mémoire et Politique*, Cahier n°. 4 (2017) : 81-98.

25 Bernard Forchtner, “ Historia Magistra Vitae : Le topos de l’Histoire comme maître de la vie dans les controverses publiques sur la représentation de Soi et de l’Autre, “ *Argumentation et analyse du discours*, n°.16 (2016): <http://aad.revues.org/2170>, consulté le 9 septembre 2018.

26 L’Union des Populations du Cameroun (UPC) est un parti nationaliste fondé en 1948 à Douala au Cameroun. Il fut banni en 1955 par les autorités coloniales, et entra en résistance pour l’indépendance et la réunification immédiates du Cameroun. Le conflit qui opposa ce parti aux forces régulières, appuyées par l’armée française, se tint principalement dans la Sanaga maritime et le Nyong Ekelle bassa et les Grassfields bamiléké. Ainsi, certains descendants de ces aires géographiques s’approprient l’exclusivité de la lutte d’indépendance en ignorant les combattants, morts au maquis, originaires d’autres régions géographiques du Cameroun, ou même les autres espaces où le conflit prit des formes, certes différentes, mais non moins importantes.

27 Yves Mintoogue, “ Géographies de l’insoumission et variations régionales du discours nationaliste au Cameroun (1948-1955), “ *Cahiers d’études africaines*, n°. 238 (2020) : 245-270.

de “ vrais patriotes ” et son corollaire immédiat, celui de “ héros nationaux ”. En retour, les autres groupes mobilisent les mêmes canaux pour s’affirmer et marquer leur ancrage dans l’histoire, dans une rhétorique tout aussi indélicate qui s’inscrit dans une théorisation de la “ menace intégrée ”²⁸.

Image n°2 : Un cas de mémoire manipulée



Source : Une capture d’écran faite sur sur le réseau social *Facebook* le 13 novembre 2018 à 7h27.

L’image n°2 représente un exemple d’appropriation du passé à des fins revendicatives, qui visent à la revalorisation du groupe ethnique Beti²⁹ et de son identité collective. Elle identifie certains collaborateurs de l’autorité coloniale originaires de ce groupe ethnique aux “ créateurs ” de la République du Cameroun, alors que cette proximité avec le pouvoir colonial a desservi les intérêts nationaux plus qu’elle ne les a forgés, en entraînant une décolonisation “ piégée ”³⁰, voire, “ confisquée ”³¹. Pire, elle

28 Stephan Walter et Stephan Cookie, “Intergroup anxiety,” *Journal of social issues*, n°. 41 (1985) : 157-176.

29 Grand groupe ethnique regroupé autour des régions du Centre, Sud et Est, duquel est issu l’actuel Président de la République du Cameroun, au pouvoir depuis 1982.

30 Jean Chatain et *Al.*, *Kamerun, une indépendance piégée* (Paris : L’Harmattan, 2011) : 272.

31 Le processus de décolonisation apparaissait plus comme un épouvantail car certes, « les Blancs s’en vont » comme écrivait Pierre Messmer, Haut-commissaire de la France au Cameroun, mais en s’assurant de léguer le territoire aux élites locales qui leur étaient acquises ; cela leur permit

tend à minorer l'action héroïque et le sacrifice des nationalistes qui se sont opposés à ceux qui sont célébrés dans les discours et l'historiographie officiels, puisqu'elle ne choisit pas la figure d'Ossende Afana, nationaliste mort au maquis et originaire du groupe ethnique ici valorisé. Encore une fois, la collaboration avec le pouvoir colonial devient une vertu nationale et on retrouve une volonté d'assimiler une identité collective plus ou moins proche du pouvoir colonial aux détenteurs du pouvoir postcolonial, aux architectes de l'État, et les membres de cet *in-group* sont présentés comme étant des personnes plus enclines et légitimes à diriger ou à exercer le pouvoir politique. Ce qui s'avère ici n'être qu'un affrontement "mémoire nationaliste versus mémoire colonialiste"³² dessert la construction nationale en oubliant le combat des véritables héros nationaux.

Ces images³³ mettent ainsi en exergue un amalgame entre, d'une part, une thématique historique (les acteurs de l'indépendance du Cameroun) qui regorge d'un grand enjeu mémoriel, et, de l'autre, une manipulation du souvenir traumatique de la guerre d'indépendance. Cette guerre fut traumatique par l'ampleur de ses pertes humaines, plusieurs milliers de morts, et sa mémoire demeure l'objet de débats³⁴.

de choisir leurs interlocuteurs et de confier la gestion du nouvel État indépendant à ceux qui réclamaient le moins l'indépendance. Voir en plus de Jean Chatain ci-dessus cité, Marc Michel, "Une décolonisation confisquée ? Perspectives sur la décolonisation du Cameroun sous tutelle de la France 1955-1960," *Revue française d'histoire d'outre-mer* 86, n°. 324-325 (1999) : 229-258.

32 Tiéméni Singakwé, "Mémoire nationaliste versus mémoire colonialiste," *Socio-anthropologie* 37 (2018) : 123-135.

33 Ces images sont tirées de comptes personnels actifs et expriment les opinions de leurs auteurs. S'il s'avérait que ces données étaient extraites de comptes "fake" (comptes provisoires créés par des acteurs qui veulent dissimuler leurs identités), cela n'invaliderait aucunement notre propos et, au contraire, viendrait davantage confirmer l'usage malintentionné du passé par certains acteurs. Par ailleurs, le choix des réseaux sociaux numériques, bien que ceux-ci renvoient à la fois aux processus de "subjectivation" et de "simulation" et constituent donc un terrain difficile à appréhender, se justifie par le fait que ces réseaux sont devenus de nouveaux outils de socialisation des individus et de nouveaux terrains d'expression libre. Ils deviennent des espaces publics de "révélation de soi" et des lieux de déploiement de l'action politique partisane par des agents qui s'en servent soit pour contourner la prise de parole - normée et policée par les détenteurs du pouvoir politique dans les canaux conventionnels - , soit pour exprimer une opinion tout en restant à l'abri d'un étiquetage et/ou du regard d'autrui, porteur de stigmates. Pour une meilleure intelligence de l'usage des réseaux sociaux comme modes alternatifs de communication politique et d'expression de soi, voir Fabien Granjon et Julie Denouel, "Exposition de soi et reconnaissance de singularités subjectives sur les sites de réseaux sociaux," *Sociologie* 1 (2010) : 25-43. Dominique Cardon, "Réseaux sociaux de l'internet," *Communications* 88 (2011) : 141-148.

34 Thomas Deltombe et Al., *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique. 1948-1971* (Paris : La Découverte, 2011), 741.

Sans vouloir refaire l'historiographie de ce conflit assez documenté, il semble pertinent ici d'évoquer un commentaire d'un acteur de cette guerre. Pour le pilote français Max Bardet :

De 1962 à 1964, l'armée régulière a complètement ravagé le pays Bamiléké. Ils ont massacré de 300 000 à 400 000 personnes. Un vrai génocide. Ils ont pratiquement anéanti la race. Sagaies contre armes automatiques, les Bamiléké n'avaient aucune chance (...) Les villages avaient été rasés, un peu comme Attila³⁵.

Ce commentaire de Bardet est fort pertinent ici car il ethnicise les combats en essayant de les spatialiser non pas au " Cameroun ", mais en " pays Bamiléké ", - une nomenclature qui est déjà, en soi, controversée³⁶. D'autre part, le commentaire de ce soldat fait entrevoir une volonté manifeste du pouvoir colonial, suppléé dès 1965 par l'Armée du Cameroun, d'anéantir un groupe ethnique : les Bamiléké.

35 Brice Nitcheu, " Campagne militaire française en pays Bamiléké. Chronique d'un génocide annoncé. " non publié, 17.

36 C'est d'abord l'usage qu'en fait Achille Mbembe qui nous interpelle. A la lecture de *La naissance du maquis dans le Sud Cameroun*, il utilise indifféremment les notions de terroir et de pays, justifiant cela par des travaux de géographes camerounais et citant la géohistoire de Fernand Braudel (page 41). Le problème est que la diversité du pays Cameroun, dans le sens géographique, est de tous reconnue et semble être la principale motivation du recours au terme " pays " au sens de terroir pour déterminer des aires géographiques précises. Or, il est évident, et Mbembe lui-même le reconnaît, que si on doit essayer de regrouper ces ensembles géographiques et humains, on en arrive à des régressions infinies tant les différences sont nombreuses au sein même des groupes qui ont tendance à être présentés comme monolithiques. Ce réductionnisme privilégie l'étude des grands ensembles géo-humains au détriment des petits groupes qui revendiquent une identité propre, et n'ont en partage avec les autres que le territoire. D'autre part, l'usage du mot 'pays' dilue le sens d'un discours national de la lutte d'indépendance au Cameroun en considérant la partie, les Grassfields (ici désigné pays Bamiléké), pour le tout. Cela freine la reconnaissance d'une guerre d'indépendance au Cameroun et empêche la mobilisation d'une demande nationale de réparation des affres subis par le Cameroun lors de cette guerre, comme ce fut récemment le cas pour l'Algérie. L'essentialisation du conflit ne permet pas une véritable appropriation nationale de cette mémoire d'un mouvement nationaliste, certaines régions se considérant exclues du discours de la lutte d'indépendance qui est ainsi localisée au sein même d'un territoire que tous ont en partage. Le texte ci-dessus cité de Brice Nitcheu est repris par de nombreux sites internet dont l'un des plus intéressants, du fait des commentaires qu'il a suscités, et que nous recommandons pour une meilleure compréhension de la manipulation du terme de " pays Bamiléké " dans ce conflit est sans doute <https://rebellyon.info/2-mars-1960-massacres-au-cameroun>, consulté le 20 septembre 2021.

Le récit du soldat français tel que mis en exergue prête ainsi le flanc à la manipulation par des représentants de groupes ethniques, dans le but de légitimer leurs revendications³⁷ ; au lieu de se l'approprier pour construire une histoire nationale de la lutte contre le colonialisme du macrogroupe, le microgroupe se l'accapare pour s'identifier comme une entité à part, qui s'affirme en rejetant *ipso facto* l'autre qui est différent. La logique qui s'en dégage est simple : puisque les combats les plus violents sont spatialisés dans certaines régions, alors les membres de cet *in-group* sont les “ vrais nationalistes ”, ceux qui ont combattu pour la “ vraie indépendance du Cameroun ”, et sont donc par le fait même, les “ seuls vrais patriotes ”, les autres leur étant redevables.

Il va de soi que ces commentaires ne naissent pas *ex nihilo*. Certes les conflits pour la “ libération du Cameroun ” ont été plus violents dans les régions de l'Ouest, la Sanaga maritime et le Nyong Ekelle, majoritairement peuplées de Bamiléké et Bassa respectivement, mais la thèse telle qu'elle est formulée n'est pas historiquement “ juste ”. Elle fait la part belle à une contorsion de l'histoire qui veut se servir du passé traumatique d'un groupe pour des revendications qui ne profitent qu'à l'instant présent et à lui seul.

1.2. Enjeux mémoriels et repli identitaire

Les images ci-dessus ont révélé des batailles entre les groupes autour de la reconnaissance du statut de “ patriote ” ou encore celui de “ héros national ”. Ces batailles prennent des allures de repli identitaire, car chaque leader de la “ gauche nationaliste ” ou de la “ droite conservatrice ”³⁸ est systématiquement défendu par son *in-group*, qui l'érige au statut de héros de la nation, non sans étiqueter l'autre de “ traître ”. Cet

37 C'est à dessein que cette citation a été utilisée, tirée d'un petit texte de Brice Nitcheu, un entrepreneur politique camerounais qui a toujours défendu l'idée d'une volonté en haut lieu, d'exterminer (et le mot n'est pas trop fort) l'ethnie Bamiléké.

38 Achille Mbembe, “ Les hoquets du changement et les pesanteurs de la continuité au Cameroun,” *Le Monde Diplomatique* (juin 1984) : 1-19 En ligne <https://www.monde-diplomatique.fr/1984/06/MBEMBE/38027>, consulté le 30 novembre 2018 et Jean-François Bayart, *L'État au Cameroun* (Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1985), 348.

abus mémoriel est assez particulier en ce qu'il fait apparaître des violences symboliques concernant les lieux de mémoire dédiés aux figures historiques dans l'espace public. Si la victimisation identitaire relevée plus haut est nocive, cette forme d'abus de la mémoire l'est encore plus car elle sort du cadre discursif pour prendre des logiques nébuleuses réelles. Dans cette optique, les lieux de mémoire sont des " lieux idéologiques " ³⁹ et font, de ce fait, l'objet d'un affrontement entre des groupes qui veulent chacun imposer à l'État et aux autres, leur figure historique comme " parangon de la vertu nationale ", même lorsque la place de cette figure ne fait pas consensus dans le panthéon de la mémoire nationaliste. C'est, en guise d'exemple, le cas du débat autour de l'identification d'un vrai " père de la nation ". En effet, pour certains, le premier Président de la République du Cameroun, Ahmadou Ahidjo, musulman originaire du Nord Cameroun, serait le " père " de la nation camerounaise qui aurait acquis son indépendance " grâce à lui " ; tandis que, pour d'autres, ce serait Ruben Um Nyobe, chrétien, originaire du Centre et de l'ethnie Bassa, car il aurait le plus oeuvré pour défendre l'idée d'une nation camerounaise et son identité⁴⁰. On pourrait tout à fait imaginer que l'on reconnaisse officiellement plusieurs " pères de la nation ", ces deux figures et d'autres encore, ayant, chacune à leur manière, contribué à la construction nationale camerounaise.

L'affaire qui suit illustre encore mieux cette forme d'usage de la mémoire pour légitimer un repli identitaire. Dans la journée du 26 mai 2018 dans l'arrondissement de Douala 1^{er}, un autre incident est venu confirmer le malaise camerounais des lieux mémoriels qui sont l'objet de compétition entre les groupes sociaux. En effet, deux mois après le début des travaux de construction d'une stèle en l'honneur du nationaliste camerounais Ruben Um Nyobe, des chefs traditionnels du canton Bell et leurs affidés ont détruit le monument sous le prétexte que Ruben Um Nyobe était Bassa, et que sa place n'était pas chez

39 Expression empruntée à Mbembe, "Domaines de la Nuit ", 94.

40 L'intention ici n'est pas de dire que tous ceux qui défendent l'une ou l'autre des deux causes sont peuls (Ahidjo) ou bassa (Um Nyobe), cela serait malhonnête, mais de montrer que certains entrepreneurs de ces deux groupes s'en servent dans une logique de repli identitaire.

eux à Douala mais auprès des siens, dans son village⁴¹. Ils avançaient alors pour justifier leur action que “ la statue de Ruben Um Nyobe en plein centre de Njo-Njo est une provocation. Nous souhaitons honorer les nôtres d’abord. Nous avons nos martyrs à savoir Rodolphe Douala Manga Bell, Ngosso Dinn ”⁴².

**Photo n°3 : La destruction du monument
Ruben Um Nyobe par les chefs traditionnels
du Canton Bell à Douala**



Source : M. Emalé, “ les chefs du canton Bell détruisent le chantier du monument d’Um Nyobe ”, sur www.journalducameroun.com/douala-chefs-canton-bell-detruisent-chantier-monument-dum-nyobe/ , consulté le 10 novembre 2018 à 13h03.

Par cette action fortement symbolique et révélatrice du repli identitaire que prennent les batailles autour des lieux de mémoire, les chefs du canton Bell ne nient pas l’histoire et le rôle décisif qu’a joué Um Nyobe, notamment pour l’indépendance du Cameroun. En revanche, ce qu’ils réfutent, c’est le caractère national de cette figure historique qui

41 Adeline Atangana, “ Cameroun-repli identitaire : Les bellois avec à leur tête le Roi du canton Bell ont détruit à Douala un chantier de construction d’un monument en l’honneur de Ruben Um Nyobe, ” *Cameroun Info*, (2018) : www.cameroun-info.net/article/cameroun-repli-identitaire-les-bellois-avec-a-leur-tete-le-roi-du-canton-bell-322242.html, consulté le 8 novembre 2018 à 11 heures.

42 *Ibidem*. Une petite biographie : Rodolphe (ou Rudolf) Douala Manga Bell et son secrétaire Adolf Ngosso Dinn, tous deux membres de la cour royale du peuple Duala, furent mis à mort à Douala en août 1914, accusés de haute trahison par les Allemands. Ils sont considérés comme acteurs majeurs et précurseurs du nationalisme camerounais.

apparaît, de leur point de vue, comme un héros de l'ethnie Bassa et d'elle seule. En effet, ces chefs affirment plus loin, que leurs héros (Manga Bell et Ngosso Dinn) doivent être les premiers à bénéficier de l'érection d'un monument, et que Um Nyobe, puisqu'il était Bassa, devrait être célébré "chez lui", en terre bassa. Ainsi affirmait l'un d'eux :

Il y'a d'abord la démarche que nous condamnons. La communauté urbaine de Douala ne peut pas de manière unilatérale sans consultation préalable décider d'ériger un héros originaire d'ailleurs à un carrefour aussi stratégique du canton Bell alors qu'avant Um Nyobe, nous avons eu comme héros Rodolphe Douala Manga. Depuis longtemps, nous disons à la communauté que ce dernier mérite un monument dans son propre village, ici. On ne comprend pas pourquoi la communauté urbaine veut nous servir autre chose⁴³.

L'acte des chefs traditionnels, ci-dessus évoqué, révèle le caractère communitariste de l'hommage rendu aux figures historiques, qui va parfois à l'encontre de l'idéologie et des luttes de ces mêmes personnages pour le vivre-ensemble et la construction d'une nation débarrassée du tribalisme⁴⁴. Mais cela s'explique par plusieurs raisons qui ne seront pas toutes évoquées ici. Dans un souci de synthèse, on peut d'abord évoquer de façon générale "l'ethnisme d'État" qui renforce et ravive les "chauvinismes ethniques"⁴⁵, mais aussi l'absence d'une politique publique de revalorisation et commémoration (remémoration) des figures historiques, qui devrait proposer une position publique claire au sujet des vertus nationales incarnées par ces figures. Les lieux mémoriels sont ainsi peu nombreux, isolés et mal entretenus et les lois

43 Atangana, "Cameroun"

44 À cet effet, lire l'une des monographies les plus complètes, écrite par Achille Mbembe, *Le problème national camerunais*, (Paris : L'Harmattan, 1984), 445, sur le nationaliste camerunais Um Nyobe et son projet politique.

45 Jean-Baptiste Onana, "Bamiléké vs Cameroun ?," *Outre-Terre* 11 (2005) : 337-344.

mémorielles absentes. Certes, depuis le siècle dernier et la loi n°91/022⁴⁶ qui visait à “ dissiper les préjugés négatifs entourant l'évocation ou les références à certaines figures historiques ”, un pas a été franchi ; mais cette amnistie (ou réhabilitation publique?) n'a pas fait disparaître totalement l'amnésie officielle et semble bien insuffisante aujourd'hui dans le renforcement du sentiment national qui, lui-même, implique la célébration des héros nationaux sans distinction aucune de leurs origines ethno-régionales. Les discours officiels prêtent parfois, d'ailleurs, à équivoque⁴⁷ entre le “ storytelling des communicants ”⁴⁸ et “ l'histoire officielle ”⁴⁹ des autorités. Cette histoire officielle, Achille Mbembe la fustigeait déjà en 1984 lorsqu'il évoquait la disqualification des “ luttes [du peuple tout entier] en leur affectant des significations différentes de celles dont elles se réclament elles-mêmes ”⁵⁰, et qu'il dénonçait en 1989 une volonté de production des “ imaginaires et de restructuration mentale ” autour des acteurs du mouvement nationaliste indépendantiste⁵¹. Or, ne pas s'atteler à construire une histoire nationale, c'est laisser, d'une part, les identités récupérer des pans de cette histoire à des fins idéologiques, et, d'autre part, rejeter le devoir de mémoire.

De plus, l'histoire (travail des historiens) n'est pas, elle-même, de nature à faciliter le récit national réconciliateur (thèse qu'on développera plus loin). En effet, la lutte d'indépendance du Cameroun laisse entrevoir

46 Loi n°91/022 du 16 décembre 1991 réhabilite publiquement certaines figures de l'histoire du Cameroun. Cette loi précisait que les figures réhabilitées (Ahmadou Ahidjo, Um Nyobe, Félix Moumié et Ernest Ouandié) ont “ œuvré pour la naissance du sentiment national, l'indépendance ou la construction du pays, le rayonnement de son histoire et de sa culture ” (article 1^{er}).

47 voir, à ce sujet, le discours de Paul Biya, Président de la République du Cameroun, le 2 août 2014 qui célébrait la victoire face aux nationalistes indépendantistes camerounais. Il affirmait : “ on a éradiqué les maquis, on est venu à bout des villes mortes, ce n'est pas Boko Haram qui va dépasser le Cameroun ”. Voir la thèse de Clément Agénor Njimeni Njijotang, “ Le discours de Paul BIYA à l'ère du multipartisme au Cameroun : mises en scène argumentatives et relation au pouvoir ”, Thèse de Doctorat en linguistique, volume 2 (Université de Bordeaux Montaigne, 2018), 482.

48 Christian Salmon, *Storytelling : La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits* (Paris : La Découverte, 2007), 239.

49 Pour un développement plus abouti sur l'histoire officielle et son lien avec les questions de mémoire collective, voir Pierre Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire* (Paris : La Découverte, 2005), 225 et Jean-Michel Rey, *L'oubli dans les temps troublés* (L'olivier), 158.

50 Mbembe, *Le problème*, 9.

51 Mbembe, “ Le spectre de l'État : des dimensions politiques de l'imaginaire historique dans le Cameroun postcolonial ”, *Revue de la Bibliothèque Nationale* 13 (1989) : 2-13.

une vision manichéenne de cette période de l'histoire ; on y rencontre donc communément les “ bons ” que Mbembe et Jean-François Bayart ont rangés dans la catégorie de la gauche nationaliste et les “ mauvais ” qui, eux, constitueraient la droite conservatrice⁵². Cela laisse entrevoir un dilemme où la célébration d'une figure du “ même ” implique mécaniquement la non-reconnaissance de celle de “ l'autre ”. Mais cette dichotomie n'est pas immuable car, en fonction des circonstances, des enjeux et de la position des observateurs, l'appréciation peut facilement basculer. Plus précisément, le discours sur la mémoire étant un construit postérieuriste et jouant une “ fonction sociale ”⁵³, toute personne qui en fait usage est rattrapée par une forme de présentisme. Or, cette réalité du présent est, elle-même, le produit de la conjoncture du moment. Ceci explique la résurgence des conflits autour des enjeux mémoriels identitaires en période électorale plus qu'en période ordinaire, car les élections sont l'occasion pour les groupes ethniques de se constituer en “ groupe[s] d'intérêt politique ”⁵⁴ afin de conquérir le pouvoir ou quelques privilèges⁵⁵.

Images n°4 et n° 5 : L'usage des prophéties fabuleuses

févr. 13 à 05:19 · 🌐

LA PROPHÉTIE DE UM NYOBÉ À Msgr THOMAS MONGO | Entretien de Ruben Um Nyobe en 1957 avec le prêtre (pris sur un mur)

“Je ne peux accepter, en l'état, une prise du pouvoir dans le seul souci de protéger les intérêts du colon tout en trahissant, le pacte patriotique et républicain qui lie tous les fils de notre cher pays ceci par la dissolution pure et simple du nationalisme.

Le faisant, le peuple Bassa dont je suis issu jouira alors de tous les privilèges du colon mais qu'advient-il des autres membres de notre collectivité?

Je ne peux l'accepter, car ceci ne fait pas partie de la destinée prophétique de notre cher et beau pays🇨🇲.

En effet, comme le veut le Cameroun mystique et profond, le premier règne ira chez les longues robes (Grand Nord) leur règne sera long.

Ensuite, viendront les feuilles de manioc (Fang-Beti-Ekang), leur règne sera plus long que celui des longues robes.

Il y aura beaucoup de souffrance en cette période... beaucoup de désordre.

On vous vendra des vêtements, de la nourriture et bien d'autres

On vous vendra des vêtements, de la nourriture et bien d'autres choses dans les maisons, mais il n'y aura pas d'argent pour en acheter.

Il y aura une faiblesse remarquable du pouvoir d'achat des citoyens, la misère sera ambiante et quelques privilégiés du système de prévarication mis en place auront droit au soleil, ce qui créera un profond malaise social.

De ce malaise social, émaneront des marres de sang, créant de brefs affrontements fratricides (l'abandon du Nord et la malicieuse création de Boko-Haram, puis la révolte des régions d'expression anglaise sous fond de tribalisme). Malheur à ce moment pour ceux qui seront dans les métropoles (le manque de solidarité, et le mépris de la souffrance des autres).

Puis apparaîtra aux yeux de tous, celui qui viendra restaurer le développement durable, la souveraineté de notre Nation pour laquelle nous posons ici les jalons.

Cet homme providentiel qui viendra de nulle part (Non pas de l'establishment politique), il viendra du ventre de l'oiseau (de l'avion), il sera, vêtu d'un court pagne blanc, tenant un chasse mouches, jeune, philosophe, intellectuel, magicien et polyglotte.

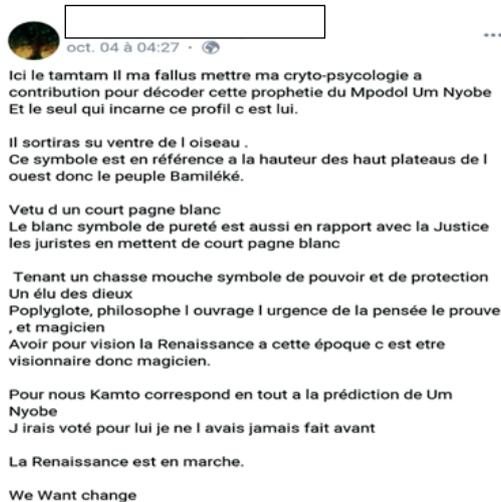
Aimé et accepté par tous, il conduira alors notre grande nation dans la concorde vers des lendemains radieux”

52 Mbembe, “ Les hoquets “: 1-19 et Bayart, *L'État*, 35.

53 Pierre Janet, *L'évolution psychologique de la personnalité. Compte rendu intégral des conférences faites en 1919 au Collège de France*, Édition de 1984 (Paris : Société Pierre Janet), (1984), 138.

54 Françoise Morin, “ Minorités, revendications d'identité ethnique, mouvements nationalistes, ” *Bulletin de l'Association des anthropologues*, n°.5 (1981) :18.

55 Christian Coulon, “En Afrique, la question ethnique a été manipulée, ” propos recueillis par Jean-Pierre Tuquoi, *Le Monde* [en ligne], 29 mars 2008, mobile.lemonde.fr/afrique/article/2008/en-afrique-la-question-ethnique-a-ete-manipulee_1028764_3212.html, consulté le 15 novembre 2018 à 0h.



Sources : Captures d'écran sur le réseau social *Facebook*.

Ces deux images montrent bien comment, pour la même prophétie attribuée à Um Nyobe sur la dévolution du pouvoir au Cameroun, deux groupes distincts tentent de se l'approprier pour construire un discours idéologique de légitimation et ou de positionnement des leaders politiques. Dans cette logique, la première image attribue le rôle de messie à Cabral Libii, issu de l'ethnie Bassa et candidat à l'élection présidentielle de 2018, tandis que la deuxième, suscite une lecture de la même prophétie qui considère le candidat Maurice Kamto, de l'ethnie Bamiléké, comme l'homme providentiel annoncé par Um Nyobe⁵⁶. La

⁵⁶ Cabral Libii et Maurice Kamto sont deux candidats à l'élection présidentielle de 2018 au Cameroun. Le premier, plus jeune (38 ans en 2018), du grand groupe Bassa était considéré, par quelques-uns de ses laudateurs, comme le messie annoncé par la prophétie de l'image 4 attribuée à Ruben Um Nyobe, du fait de son appartenance au même groupe ethnique que ce dernier et de son jeune âge. Il est classé troisième lors de la promulgation des résultats définitifs de la présidentielle. Maurice Kamto est un ancien membre du gouvernement, originaire de la région de l'Ouest majoritairement Bamiléké. Il est considéré comme l'"élu" (chants populaires et récits divers le présentent comme le "messie", "le président élu", "l'homme providentiel" et le "sauveur"), souvent en raison de ses origines ethniques, ou de son intellectualité (professeur d'université et célèbre avocat), sur lesquelles se fonderaient son charisme et sa légitimité. Il fut classé deuxième à l'élection présidentielle de 2018, résultat qu'il contesta vigoureusement. Les défenseurs de ces deux leaders qui les instituent comme les messies annoncés par la prophétie attribuée à Um Nyobe se revendiquent respectivement de la même appartenance ethnique que chacune de ces personnalités, ce qui conforte le jugement de quelques observateurs qui les considèrent comme des leaders ethniques. En outre, les deux hommes ont en commun leur appartenance aux deux aires géographiques ayant le plus subi les affres de la guerre d'indépendance du Cameroun, le Nyong Ekelle Bassa pour Cabral Libii et l'Ouest Bamiléké pour Maurice Kamto, ce qui contribue à davantage légitimer leurs positions politiques comme descendants ou héritiers du nationalisme camerounais.

dispute entre ces deux groupes, chacun incarné par un leader politique, n'est pas le fruit du hasard. Ces deux groupes ethniques se positionnent comme des identités blessées en périodes électorales et développent l'idée qu'ils ont payé un lourd tribut pour la cause nationale mais qu'ils n'ont pas été récompensés pour ce sacrifice⁵⁷. La rhétorique identitaire ici mise en scène, qui convoque un passé commun, se place également en opposition et devient accusatrice, les deux groupes se distinguant désormais l'un de l'autre dans la revendication d'un meilleur présent, qui s'appuie lui-même sur un passé troublé.

Si le repli identitaire pour la lecture du passé est donc toujours présent de manière latente au Cameroun, force est de constater, et cela est peut-être une lueur d'espoir, qu'il devient plus manifeste en période électorale⁵⁸ où il constitue un enjeu de publicisation et une question de débat politique⁵⁹.

57 Des Bassas estiment avoir largement contribué et " s'être acquittés de leur part de sacrifices pour la cause nationale ", sans en percevoir la contrepartie ; d'ailleurs, c'est ce sacrifice qui serait la grande cause de l'état de sous-développement de leur territoire. Pour réparer cela, des tentatives d'alliance avec le pouvoir ont été opérées, d'autres de recompositions territoriale et administrative par la création d'une région administrative de la Sanaga maritime, englobant des parties des actuelles régions du Centre et du Littoral. Et, enfin, la dernière solution envisagée serait la prise du pouvoir au niveau national en s'unissant autour d'un candidat. A l'opposé, des Bamilékés estiment également, avoir payé le plus lourd tribut pour la libération nationale des jougs du colonialisme français, qui mériterait également d'être récompensé. Cette récompense ne serait que justice et sens de l'histoire pour quelques extrémistes tel que l'écrivain Patrice Nganang, pour qui, ce groupe est le plus important sur les plans démographique et économique. L'ancienne alliance serait donc rompue entre Bassa et Bamiléké, du fait d'une volonté de puissance qui s'appuie sur un récit du passé disputé et quelques fois manipulé. Pour une meilleure intelligence de ces quêtes et reconquêtes identitaires du pouvoir, lire Achille Mbembé, "Épilogue. Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'État", in *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, dir. Peter Geschiere et al. (Paris : Karthala, 1993), 345-374.

58 Marie Laure Menthong, " Vote et communautarisme au Cameroun : " un vote de cœur, de sang et de raison," *Politique africaine*, n°. 69 (1998) :40-52.

59 Au cours de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2018, de nombreux candidats ont été amenés à discuter de la place qu'ils accorderaient aux grandes figures de l'histoire du Cameroun en cas de victoire. Et ces candidats n'ont eu de cesse de multiplier les symboles qui faisaient référence à ces questions. Josuah Osih, candidat du Social Democratic Front (SDF), alors principal parti de l'opposition, a fait une photographie devant la sépulture du martyr Um Nyobe, tandis que le candidat du parti UNIVERS, Cabral Libii, partageait sur les réseaux sociaux son " moment de recueillement auprès de la tombe de l'ancien Président de la République Ahmadou Ahidjo".

2. De la nécessité de construire une histoire de la réconciliation pour une identité nationale camerounaise

2.1. Une brève mise en contexte

Plus haut, il s'est agi de montrer les distorsions faites à l'histoire et les abus de la mémoire dans la société camerounaise (mémoires empêchée et manipulée du nationalisme, mémoire manipulée sur les figures historiques et la lutte d'indépendance), et qui sont un danger pour la paix sociale. Ces abus, comme montrés ci-dessus, se traduisent par des querelles communautaires qu'une histoire de la mémoire présenterait comme " une mémoire sans histoire " ⁶⁰, héritée de la violence des événements qui ont marqué l'accession à l'indépendance du Cameroun. Ces événements qui n'ont aucune valeur symbolique pour certains, sinon la valeur imposée par les tenants du pouvoir selon qu'elle légitime leur domination ou non, sont susceptibles de justifier des abus d'oubli ; c'est le cas des sociétés camerounaises qui vivent dans les espaces, ayant payé un moins lourd tribut pour ce qui est de la violence pré et post-indépendance (1955-1971). À l'opposé, les mêmes événements constituent une mémoire blessée pour d'autres groupes, qui peuvent les manipuler à des fins idéologiques, de conquête de pouvoir et/ou de privilèges. Le problème se présente ainsi de deux manières : d'une part, l'incapacité des politiques d'en faire des événements fondateurs de la nationalité camerounaise divisée, ce qui constitue donc une crise d'identité ; et d'autre part, le rapport qu'ont les Camerounais avec la mémoire commune et l'histoire de leur pays, car c'est le rapport au passé qui détermine l'usage qu'on fait de l'histoire, cette dernière étant l'objet de pressions exercées par les mémoires communautaires et identitaires. Ce deuxième aspect qui s'apparente à une crise de l'histoire (crise de la connaissance historique et crise du métier d'histo-

60 Olivier Mongin, " Une mémoire sans histoire ? Vers une autre relation à l'histoire ", *Esprit*, n°. 190 (1993) : 102-113.

rien)⁶¹ représente un “ régime d’historicité ”⁶² spécifique qui appelle la construction d’une histoire de crise pour unifier politiquement ce qui est ethniquement pluriel.

À défaut d’une identité nationale partagée, chaque partie protège son identité ethnique qu’elle érige en concurrente de la nationalité camerounaise. Cette crise de la nationalité peut être interprétée si on suit l’analyse de Jürgen Habermas, comme une crise sociale. Ici, l’État est remis en question dans sa légitimité, par la contestation d’une identité nationale dont la construction à partir de valeurs et d’un passé communs reste inachevée. La thèse défendue ici est que cette construction est l’œuvre des historiens, ainsi qu’il le sera démontré plus bas. Pour le moment, il est opportun de constater qu’il est indispensable que le peuple camerounais se réapproprie son histoire. Car les abus évoqués ci-dessus sont aussi des manifestations d’une demande sociale. Une analyse attentive des historiographies de la naissance des États-nations révèle qu’une production historique abondante semble créer des consensus dans un temps plus ou moins long et clarifier certaines thématiques, évitant ainsi tout détournement politique ou idéologique⁶³.

61 Cette crise est cependant loin d’être une spécificité camerounaise. Elle prend, comme Gérard Noiriel l’a montré en 1996, des formes particulières selon les pays et leurs parcours historiques. Pour le cas du Cameroun, le problème se pose avec acuité depuis quelques années, sans pour autant qu’il soit adressé de front par les historiens et qu’il donne lieu à une production scientifique importante. Quelques débats ont cependant eu lieu, mais on peut regretter qu’ils se soient arrêtés à la polémique au lieu de susciter un véritable renouvellement des savoirs. Voir Gérard Noiriel, *Sur la crise de l’histoire* (Paris : Belin, 1996). Et, concernant le Cameroun, cet article qui reste tout de même lacunaire, surtout sur le plan de son ancrage théorique, Moïse Pokam Kamdem, et Christian Fouelefack Tsamo, “La controverse dans l’histoire récente du Cameroun. Quelle perspective historiographique ?” *Nka’ Lumière. Revue interdisciplinaire de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines*, n°. 17 (2017) : 75-94.

62 Les régimes d’historicité sont intimement liés à la crise du temps historique et à la pression que fait cette dernière sur l’historiographie. François Hartog, qui a théorisé le concept, le présentait comme un instrument “ heuristique aidant à mieux appréhender, non le temps, tous les temps ou le tout du temps, mais principalement des moments de crise du temps, ici et là, quand viennent, justement, à perdre de leur évidence les articulations du passé, du présent et du futur. “ Dans *Régimes d’historicité. Présentisme et expérience du temps* (Paris : Seuil, 2003) : 27.

63 Voir pour le cas kényan dont la mémoire a également fait l’objet d’importants sursauts comme au Cameroun, l’importante contribution de l’historienne harvardienne Caroline Elkins, *Britain’s Gulag : The brutal End of Empire in Kenya* (Paris : Jonathan Cape, 2005), qui a contribué à la construction historique d’une mémoire des violences subies par les Mau Mau, aboutissant à une reconnaissance internationale. Ce cas démontre suffisamment que le travail des historiens est indispensable au ravivement de la mémoire et à la reconnaissance par toutes les parties de leurs responsabilités respectives. Pour une vue panoramique sur la question, Marie-Emmanuelle Pommerolle, “Une mémoire vive : débats historiques et judiciaires sur la

Mais peut-on véritablement écrire une histoire qui annihile les divergences de points de vue et, de ce fait, arrange tout le monde ? Mieux, la controverse est-elle évitable alors que l'histoire est vouée à un perpétuel révisionnisme, lorsqu'elle peut réveiller des souvenirs d'une forte charge revancharde et très douloureux ? La réponse étant " non ! ", il est proposé dans les lignes qui suivent, l'ouverture non pas d'une " querelle " mais d'un débat d'historiens, afin d'envisager des pistes pour sortir les " consciences claquemurées dans l'ignorance de l'histoire " ⁶⁴, fertile aux abus de la mémoire. Les enjeux ici sont à deux niveaux : au niveau du travail de l'historien et au niveau social.

2.2. Une responsabilité sociale de l'historien dans la construction de l'identité nationale ? Enjeux épistémologiques et pratique

Oubli et mémoire sont tiraillés entre paix et guerre, comme cet article l'a déjà illustré, et depuis l'Antiquité, ces deux catégories sont interprétées comme liées aux rapports qu'entretiennent humains et démiurges. Saint-Augustin dans ses *Confessions* rapproche l'homme, créature éphémère, de Dieu, éternel⁶⁵. Dans la suite de son œuvre, on trouve l'idée qu'autant la mémoire permet à l'âme de cheminer vers Dieu, autant devrait-elle permettre à la société de cheminer vers les vertus éternelles que sont la paix et la prospérité. Ce devoir relève sans aucun doute de la responsabilité sociale de l'historien⁶⁶. La mémoire telle qu'évoquée à ce niveau n'est pas une simple capacité à retenir, conserver et rappeler de nombreuses informations antérieures⁶⁷, ce que

violence coloniale au Kenya. " *Politique Africaine* 2, n°. 102 (2006) : 85-100. ; et ce qu'en dit Dominique Julia pour le cas de la révolution française. Lire de cette auteure " Commémoration et histoire : aux origines de l'instruction publique." *Histoire de l'éducation*, n°.42 (1989) : 6-7.

64 Lara Oruno, *De l'oubli à l'histoire* (L'Harmattan,2015), 354.

65 St Augustin, *Les confessions* (Paris : Flammarion, 1993), 380.

66 On peut renvoyer, pour approfondir cette question, à la discussion qu'ouvre Olivier Dumoulin, *Le rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire* (Paris: Albin Michel, 2003) et qui se poursuit avec Jean Stengers, " L'historien face à ses responsabilités, " *Revue Belge de Philologie et d'Histoire* 82, fasc. 1-2 (2004) : 71-102.

67 " Mémoire", Dictionnaire *Littre* en ligne, 18 novembre 2018 à 17h, www.littre.org/definition/memoire.

Platon et Aristote appellent la *mnémé*, une sorte de mémoire inintelligente ; mais elle est une *anamnésis*⁶⁸, une mémoire construite, plus proche de l'histoire savante. Ce lien entre histoire et mémoire a déjà fait l'objet d'une abondante littérature sur laquelle on ne reviendra pas, mais, ce propos vise à déconstruire la vision carrée qu'on attribue au métier d'historien, celle d'un " pourvoyeur de dates " que François Walter décrit fort bien :

Nous vivons une époque saturée de mémoire. Notre temps a la manie du patrimoine, l'effort de patrimonialisation s'étendant à toutes sortes de domaines [...] Dans ce contexte, les historiens ont l'impression qu'ils peuvent jouer un rôle social et que leur expertise compte. Seulement, la grande difficulté est que la société conserve une vision très conventionnelle de notre métier. Nous en sommes souvent réduits à jouer les pourvoyeurs de faits et de dates⁶⁹.

Il est donc impérieux de redéfinir le rôle de l'historien dans une société en crise avec son histoire et la portée de son œuvre dans la construction d'une société véritablement multiculturelle. L'historien apparaît ici, au-delà de sa mission conventionnelle et doxastique de gardien de la mémoire collective de la société, comme un véritable " lanceur d'alerte " ⁷⁰ dont la connaissance des sources, de leur localisation, de la manière de communiquer avec elles et des faits passés, peut être mise à contribution pour établir des généralités (sans toutefois se substituer ici à la sociologie – nomothétique - mais dans un rapport de complémentarité). Par exemple, une *historia* dans le passé des nations devrait permettre, en s'appuyant sur des exemples analogues

68 Eric Voegelin, *Anamnesis. On the theory of history and politics* (Columbia : University of Missouri Press, 2002).

69 François Walter, " De la catastrophe naturelle à la conception moderne du risque et de l'idée de crise," in *Crises et facteur humain : les nouvelles frontières mentales des crises*, dir. Thierry Portal (Paris : De Boeck, 2009), 39.

70 Francis Chateauraynaud et Didier Torny, *Les sombres précurseurs, une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque* (Paris : Editions de l'EHESS, 1999), 476.

dans d'autres sociétés, de savoir que le repli identitaire, la manipulation malintentionnée du passé, peuvent engendrer des crises durables. Toutefois, abstenons-nous de conclure immédiatement avec Cicéron dans *De Oratore*, qu'*historia magistra vitae*, topos qui est d'un historicisme dépassé, mais reconnaissons avec Walter qu'en puisant dans des archives, il est possible à l'historien de fournir des données susceptibles de "compléter des séries explicatives de phénomènes contemporains"⁷¹. Mais dans une société où la mémoire et l'oubli s'imbriquent dans la fabrication des identités, l'historien peut-il arriver à se départir de cet obstacle épistémologique, au-delà des recommandations éthiques et du sacro-saint principe de la neutralité axiologique qui s'imposent à lui ? Cette problématique a été soulevée dans d'autres contextes et a été théorisée comme un moment de tension et de crise, qui engendre des bouleversements dans les historiographies. Le Cameroun n'y échappe pas comme nous allons le montrer.

La crise liée au discours sur l'histoire au Cameroun s'inscrit dans le processus plus global de crise du post-colonialisme, qui constitue en soi un moment particulier de l'historiographie camerounaise. On peut décomposer ce moment historiographique en trois grandes phases : la première, celle de l'accession à l'indépendance, correspond à la légitimation des nouveaux États indépendants et à leur reconnaissance à l'international; la deuxième est celle de la nationalisation des historiens et donc de la légitimation d'une histoire et d'une historiographie africaines par les Africains eux-mêmes ; enfin, la dernière phase, dans laquelle on se trouverait actuellement, serait celle de la crise du discours et du récit historiques face aux appropriations du passé et d'une interrogation sur une histoire empreinte de questions identitaires et mémorielles, auxquelles l'historien devrait pouvoir répondre par la clarification ou la déconstruction. Ce dernier moment ressemble au deuxième sauf qu'ici, ce sont ses acteurs qui changent. Si le deuxième concerne surtout les gouvernants et/ou ceux qui leur sont proches, le troisième est le fait d'acteurs très souvent opposés au régime au pouvoir avec

71 Walter, "De la catastrophe", 39.

des allégeances idéologiques diverses. C'est ce dernier moment qui nous intéresse. Il est en effet marqué par une grande dépendance des débats autour des questions identitaires.

Suite à la destruction de la stèle en l'honneur de Ruben Um Nyobe par les chefs Duala le 26 mai 2018, l'un des historiens camerounais les plus importants, Achille Mbembe, a publié sur sa page, dans le réseau social *Facebook*, un texte intitulé " une longue tradition de chefs-vandales ". Y étaient visés, les chefs Duala qui, du point de vue de l'historien camerounais, perpétueraient une tradition séculaire de vandalisme, qui constituerait un trait caractériel, une sorte de " mentalité collective " ⁷². Il écrivait alors :

L'histoire des chefs des régions côtières du Cameroun n'est guère reluisante. Dans une lettre qu'il leur adressa en 1884, le Consul anglais Hewett qualifiait ceux de Douala en particulier de 'gros imbéciles' (...) Mais déjà, en 1881, le missionnaire George Grenfell parlait d'eux comme 'de pauvres gens incapables de se gouverner eux-mêmes'. (...) En effet, du côté de Bimbia, leur rapacité est légendaire. Négriers pour leur propre compte, ils 'vendent' les leurs à des négociants européens contre du tabac, des miroirs, de l'alcool et de la quincaillerie. Montrant d'ores et déjà des signes d'asservissement volontaire et de lobotomie culturelle, certains se parent des 'noms d'oiseaux' -King William, Dick Merchant, Yellow Money, Duke ceci et Duke cela et ainsi de suite. (...) Faut-il le rappeler, UM, MOUMIE,

72 La publication de l'historien sur les réseaux sociaux laisse penser qu'il existe une structure mentale agissante dans l'acte des chefs Duala, vieille de plus de cent ans. Toutefois, nous précisons qu'Achille Mbembe n'a pas véritablement été historien des mentalités au sens propre du terme, même s'il a flirté avec une variante de celle-ci, propre à Marc Bloch : l'anthropologie historique. Même dans les travaux où il étudie les imaginaires politiques et d'autres questions liées aux représentations, il ne revendique pas cette affiliation. Par contre, la lecture de ses publications renseigne bien sur son apport dans l'histoire des représentations, et donc la mobilisation des filtres d'analyse qu'offre l'histoire culturelle, notamment dans l'étude des mouvements décoloniaux africains. L'un de ses ouvrages majeurs *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)* a d'ailleurs eu pour sous-titre provisoire, *Esquisse d'une anthropologie historique de l'indiscipline*, avant de paraître ainsi : *Histoire des usages de la raison en colonie*.

OUANDIE, KINGUE, YEM MBACK, OSENDE AFANA et une foule de sans-noms et de sans-visages sacrifieront leur vie pour réparer le forfait de Bell, Akwa et bien d'autres. Cent trente-quatre ans plus tard, des chefs douala (faut-il prêter aux anglais l'appellation de 'gros imbéciles') vandalisent le monument destiné au plus illustre de nos martyrs, Ruben UM NYOBE⁷³.

Le texte de l'historien a suscité de nombreuses réactions (plus de 650 commentaires et 570 partages), pas nécessairement parce qu'il soulevait une question mémorielle ou un débat d'un grand enjeu historique. Le problème soulevé par ce texte était surtout la question ethnique, une grande partie des réactions gravitant autour de " l'insulte proférée contre les chefs claniques Duala et toute la communauté ethnique qu'ils incarnent " comme on pouvait le lire dans un commentaire. Le texte était alors interprété sous le prisme d'une attaque contre l'ethnie Duala, son honorabilité et sa mémoire collective. De l'autre côté, des rapprochements étaient faits entre Achille Mbembe et Um Nyobe, tous deux appartenant à l'ethnie Bassa ; de la volonté de l'historien de jeter de l'opprobre sur une identité collective et celle des chefs Duala, accusés d'avoir " vendu " le Cameroun aux Allemands par le traité de protectorat du 12 juillet 1884, acte originel que les nationalistes auraient essayé de réparer par le sacrifice suprême, celui de leurs vies. Si la figure et la représentation des personnages présentés comme martyrs ne fait pas l'unanimité, en atteste le questionnement d'un internaute "UM NYOBE héros national ? Vous avez oublié que ses spécialistes de la machette ont tué plus de Camerounais que de Français ? Terrorisé et traumatisé les Camerounais ? ⁷⁴" ; on note cependant un apport conceptuel important dans une interpellation faite à l'historien : " les faits historiques sont têtus. En face il n'y a rien en dehors des insultes. Des

73 Voir la publication originale sur le compte *Facebook* de l'historien camerounais Achille Mbembe, du 29 mai 2018 sur <https://www.facebook.com/618071450/posts/10155497860651451/> , consulté le 22 septembre 2021.

74 *ibidem*

gigantesques pans de l'histoire de ce pays sont volontairement enfouis, tronqués, acceptés parce que beaucoup d'entre nous refusent d'assumer la part 'obscur' de notre histoire. " La formule est trouvée, le côté obscur de l'histoire du Cameroun, à laquelle Achille Mbembe répond :

Je suis d'accord avec vous. Notre libération passe aussi par la confrontation avec la 'part obscure' de notre histoire. Il nous faut avoir le courage de regarder dans les yeux la part nocturne de notre passé et de notre présent. C'est à cette condition que nous serons capables d'identifier et de démanteler les structures de complicité grâce auxquelles notre asservissement a pu avoir lieu. Il ne peut y avoir de libération dans le mensonge et l'oubli.

Achille Mbembe invite ses compatriotes à ne pas oublier, à se souvenir de la part obscure de leur histoire, des trahisons, mais également du sacrifice des héros de la nation. Or précisément, cette invitation peut être à l'origine de manipulations comme celle dont il est lui-même accusé. Il se pose ainsi deux problèmes : le premier est celui de la position de l'historien, de l'identité de celui qui écrit ; et le second réside dans l'opposition entre deux conceptions relatives à la participation de l'historien professionnel à la construction nationale. D'un côté, l'historien ne devrait s'en tenir qu'aux " faits " face à la demande sociale d'histoire, quels qu'ils soient. À l'opposé, le métier d'historien devrait s'exercer au cœur de la société et de ses préoccupations essentielles, ce qui pourrait justifier une entorse à la vérité ou mener l'historien dans les sentiers de l'expertise pour une aide à la décision, et, dans ce cadre, les objectifs en termes d'objectivité et donc de neutralité ne correspondent plus à ceux de la science positive. Devoir de mémoire versus devoir d'oubli. Le devoir de mémoire devrait permettre la production d'un important travail historiographique, la recherche de la vérité historique débouchant sur la reconnaissance et la réparation du passé. Le devoir d'oubli pourrait, lui-aussi, être salvateur puisqu'il

permettrait de construire une nation forte et unie. Ainsi, le devoir de mémoire est défendu par des universitaires idéologiquement et/ou géographiquement et culturellement proches des groupes sociaux victimes des épisodes historiques recensés dans ce texte, ainsi que par certains groupes d'intérêt et d'action politiques. Le devoir d'oubli correspond au socle idéologique des intellectuels proches du pouvoir. Cette dichotomie donne lieu à des présupposés historiographiques distincts qui affectent jusqu'au système éducatif.

Au début de la crise anglophone, en mai 2017, Edouard Bokagne, un historien camerounais alors enseignant dans une université en région anglophone, était convoqué par sa hiérarchie après que ses étudiants se sont plaints auprès de l'administration de cette institution, de l'hostilité de leur enseignant vis-à-vis des anglophones. Ils lui reprochaient de falsifier l'histoire en livrant un récit de la décolonisation qui, manifestement, n'était pas dominant dans cette partie du pays et constituait pour leur identité, un outrage. L'historien se défendit alors en présentant aux autorités académiques, le contenu de l'unité d'enseignement qui, de son point de vue, avait justifié son commentaire sur le processus de décolonisation des territoires britanniques. Étant enseignant originaire du Cameroun francophone en région anglophone, il était plus facile de l'accuser de révisionnisme. Enseigner l'histoire du Cameroun ou en discuter est devenu de plus en plus difficile tant les identités s'accaparent de la question mémorielle, soutenues en cela par des historiens qui ne cachent aucunement leurs présupposés idéologiques. La crise identitaire des régions anglophones est manifestement un terreau fertile pour qu'émergent et se mêlent des questions mémorielles et idéologiques. Cette crise donne lieu à des polémiques et à des querelles d'historiens. Citons par exemple la querelle ayant opposé deux historiens aux présupposés idéologiques affirmés. L'un affirmait que le territoire revendiqué par les sécessionnistes des régions anglophones avait, à un moment donné de leur histoire, correspondu à tout le territoire kamerunais, tandis qu'un autre, plus engagé politiquement, défendait l'opinion contraire. Était surtout dissimulée, dans cet affrontement, la légitimation des revendications territoriales des groupes sécession-

nistes. Pour Edouard Bokagne, devenu chef du département d'histoire de l'université de Yaoundé 1, qui se revendique républicain, l'Ambazonie revendiquée par les sécessionnistes est un non-sens historique qui traduit une méconnaissance profonde de l'histoire du Cameroun et des mutations que ce territoire a connues dans le temps long. Son adversaire, Christian Fouelefack, enseignant à l'université de Dschang dans la région de l'Ouest et cadre du MRC, défendait que le toponyme « Ambazonie » avait une profondeur historique car l'Amba Bay d'où il tire son nom avait été Limbé, une ville importante de la région du Sud-ouest anglophone⁷⁵. La difficulté au Cameroun est qu'actuellement, le débat d'historiens se fait selon des canaux très particuliers. C'est généralement sur les réseaux sociaux numériques que les universitaires et historiens énoncent leurs positions, discutent et débattent ; voilà pourquoi ces échanges virent très souvent aux polémiques et querelles et n'aboutissent ni au développement d'un nouveau courant historiographique, ni au renouvellement de quelque savoir historique que ce soit.

Et, même lorsque les échanges ont lieu dans des arènes plus conventionnelles, les protagonistes restent sensibles aux déterminants extrascientifiques qui guident et/ou commandent leurs recherches. S'y affrontent très souvent, la figure de l'historien expert et celle de l'historien militant. Face à la montée des revendications anglophones et leur radicalisation, deux principaux camps se sont affrontés quant au sens que ces événements donnaient à l'histoire du Cameroun. Entre ceux qui défendent l'unité de l'entité Cameroun en s'appuyant sur la naissance du Kamerun (1884-1916) et qui postulent donc qu'il n'y a *Ni anglophones, ni francophones au Cameroun : tous des Camerounais !*⁷⁶, et à l'opposé, ceux qui plus contemporains, défendent une identité anglophone distincte qui s'appuie sur la partition du Kamerun en deux

75 L'essentiel de cette querelle est à lire dans les publications des 5 et 21 octobre 2020 des deux acteurs, sur le réseau social *Facebook*. Voir pour Fouelefack, <https://facebook.com/1354508559/posts/10224580592646330/?app=fbl> et, pour Bokagne <https://www.facebook.com/groups/325804968198852/permalink/802768020502542/?app=fbl>.

76 Daniel Abwa, *Ni anglophones, ni francophones au Cameroun : tous des Camerounais !* (Les éditions du Kilimandjaro, 2015).

pôles d'influence de la France et de l'Angleterre⁷⁷, se dessine une véritable "aporie de la vérité"⁷⁸. Mieux comprendre cette aporie de la vérité, c'est se pencher sur le postulat de base de chaque historien au moment où il s'engage dans ses travaux et définit la période que doit couvrir son enquête⁷⁹. Celui qui part de l'idée qu'il n'y a pas de problème anglophone, recherchera dans les archives, des faits qui attestent de cela et les transformera en événements pour construire son récit, et vice versa. Il s'avère donc difficile pour l'historien camerounais, d'écrire une histoire étrangère à la société camerounaise à laquelle il appartient. Et dans cette société en proie à de nombreuses difficultés, il y a une demande sociale d'histoire, qui exige peut-être un effort de tous pour un vivre-ensemble plus harmonieux.

2.3. Oublier pour consolider le vivre-ensemble ?

Les enjeux de l'oubli au niveau social concernent ce que Nietzsche appelle l'"oubli volontaire", qui permet d'envisager l'avenir en s'affranchissant du poids du passé⁸⁰. Car, que ce soit au niveau de la manipulation de la mémoire à des fins revendicatives identitaires ou de la lutte des groupes ethniques pour des questions et des lieux mémoriels, apparaît un constat inéluctable, celui d'antagonismes historiques profonds qui n'ont pas été oubliés et continuent de ce fait, de constituer des bombes à retardement pour la paix sociale et à alimenter une forte tendance à l'altérophobie. Ce qui semble justifier ce recours (manipulateur dans les exemples étudiés) à une mémoire meurtrie est l'existence

77 Le défenseur le plus médiatique de ce point de vue est, entre autres, Jean Koufan, un des historiens camerounais les plus importants et professeur à l'Université de Yaoundé 1. Jean Koufan était l'invité de la prestigieuse émission *Actualité Hebdo* de la télévision publique CRTV la veille de la fête nationale, le 19 mai 2019. Les positions qu'il y a développées s'intègrent largement dans ce paragraphe sur les questions de neutralité axiologique, de position d'observation de l'historien d'une part et de la profondeur historique des revendications anglophones au Cameroun, d'autre part. L'émission peut être suivie dans son intégralité sur ce lien <https://youtu.be/F83-UPNIFN8>.

78 Ricœur, *Histoire*, 311.

79 Sur ce dernier point précisément, voir le dernier chapitre de Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos, *Introduction aux études historiques* (Paris : Editions Kimé, 1992), 177.

80 Cité par Muriel Louâpre, "Présentation," *Ecrire l'histoire*, n°13-14 (2014) : 190.

de douleurs et blessures du passé qui restent béantes⁸¹. Pour œuvrer dans la voie du multiculturalisme, qui se présente aujourd'hui comme une réponse publique à un problème social⁸², dans lequel il faudrait inclure tous ces conflits liés à ces enjeux mémoriels, il est nécessaire d'imaginer un oubli d'apaisement.

Renan faisait de l'erreur historique et de l'oubli des éléments indispensables dans la construction d'une nation. Pour résumer sa pensée, il postule qu'aucune nation ne se bâtit, sans réaliser ce formidable travail d'oubli, car " l'unité se fait toujours brutalement " ⁸³ et une enquête historique (que la tautologie soit permise ici, *historia* désignant " enquête ") remet en selle les violences qui ont conduit à cette unité. Seulement, ce serait faire une entorse à ce mouvement de pensée que de croire qu'il recommande l'oubli systématique sans aucune précaution, car tout oubli est a posteriori, l'homme n'oubliant que ce que sa mémoire a précédemment enregistré. Il faut donc, avant d'exiger cet oubli, que les descendants Bamiléké et Bassa principalement, et tous les autres groupes ayant subi les affres (c'est-à-dire tout le corps social camerounais) de la guerre d'indépendance du Cameroun, fassent le deuil de cette période sombre de l'histoire. Cette remémoration vise à construire une mémoire apaisée, non pas en effaçant le traumatisme historique, mais en effectuant une catharsis du souvenir traumatique afin de le transcender. La commémoration des événements qui ont conduit

81 Les événements violents qui ont précédé l'accession du Cameroun oriental à l'indépendance (une indépendance célébrée par les uns et exécrée par les autres), le 1^{er} janvier 1960, ont été longtemps marqués du sceau de l'oubli, certains acteurs qui y ont participé ayant même été interdits de séjour au Cameroun. Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts, marquant durablement les espaces qui ont abrité les batailles les plus violentes. Pourtant, l'amnésie officielle a débouché sur une non-reconnaissance de ce conflit à l'international, notamment la France qui y joua un grand rôle.

82 Dans une approche constructiviste des politiques publiques (Neveu, 2015 et Kingdon, 1995), on peut percevoir la mise sur pied de la Commission nationale du bilinguisme et du multiculturalisme comme la réponse à la crise identitaire qui s'est amplifiée avec, d'une part, le " problème anglophone ", et, d'autre part, la montée du tribalisme dans l'espace public. Ces deux problèmes sont intimement liés aux questions débattues dans cette communication car ils sont liés à la mémoire et au débat historiographique au Cameroun. Avant tout, *la mémoire, l'histoire, l'oubli* (Ricœur, 2003) constituent les trois composantes des logiques identitaires et pourraient s'allier pour trouver une voie possible vers l'avènement d'une société camerounaise véritablement multiculturelle.

83 Renan, " Qu'est-ce qu'une nation ? ", 3.

à ces traumatismes pourrait servir dans la fabrication d'une identité nationale, qui permettrait d'interpréter les luttes pour l'indépendance, comme des événements fondateurs qui transcenderaient les particularismes ethniques et régionaux.

Cette sente tracée sur la dialectique " mémoire-oubli " apparaît ici comme un devoir de mémoire qui est un devoir de ne pas oublier sans avoir pansé et pensé, et doit constituer une entreprise collective qui allie la mise sur pied de politiques publiques travaillant dans le sens d'un multiculturalisme et l'instauration de politiques mémorielles de réconciliation nationale. Plus précisément, il apparaît que le devoir d'oubli n'est pas un " devoir de taire le mal, mais de le dire sur un mode apaisé, sans colère " comme le recommande Ricœur dans *Histoire et vérité*⁸⁴. Au Cameroun, l'un des événements pour lequel cet oubli semble avoir été de rigueur est le putsch manqué du 6 avril 1984. Ce jour-là, des mutins avaient tenté de renverser le pouvoir de Paul Biya avec des connivences plus ou moins avérées de proches de l'ancien Président, Ahmadou Ahidjo. Pourtant, cet acte fut analysé sous le prisme d'un conflit culturel entre le Nord et le Sud : Peulhs musulmans contre Beti chrétiens⁸⁵. Même si les années qui suivirent cet événement furent fortement marquées du sceau de la revanche, s'est installée une forme d'oubli qui, aujourd'hui, a permis à chaque partie impliquée, de se tourner vers l'avenir en se débarrassant de ce passé trouble. Ce processus d'oubli a nécessité l'intégration de certains " aînés sociaux ", autrefois proches d'Ahidjo, dans l'appareil dirigeant, la réhabilitation de la mémoire de l'ancien Président par la loi de 1991, mais aussi principalement, un discours empreint d'une grande " éthique narrative " ⁸⁶. Ce discours a été construit par des acteurs directement impliqués dans cet épisode et qui ont su user de ruses narratives : " la responsabilité du coup d'État manqué est celle d'une minorité d'ambitieux assoiffés de pouvoir et non celle de telle ou telle province, encore moins celle

84 Ricœur, *Histoire et vérité*, 581.

85 Henry Bandolo, *La flamme et la fumée* (Yaoundé : Editions Sopecam, 1985), 494.

86 Dany Rondeau, " Mémoire, identité, altérité : contribution de la narration à une éthique de la réconciliation. " *Éthique publique* 9, n°. 2 (2007) : <http://journals.openedition.org/ethique-publique/1762>, consulté le 11 novembre 2018.

des Camerounais de telle ou telle religion ”⁸⁷, déclarait Paul Biya, pour mettre un terme aux stigmatisations. À ce jour, il est rare de lire ou de voir resurgir cet épisode dans l’espace public, à des fins revendicatives et revanchardes ; ou en tout cas, ceux qui s’y livrent apparaissent assez marginaux.

Si, pour cet épisode du 6 avril, l’on est passé à un oubli salutaire, il faut pointer une volonté politique qui s’est basée sur des jeux d’alliance entre les parties impliquées, mettant ainsi de côté les antagonismes nés de ce pan de l’histoire. Or parfois, les alliances et unions donnent naissance à de nouvelles frustrations, de nouveaux conflits, surtout quand elles font sans cesse se souvenir d’un passé non réparé et donc inoublié. C’est le cas du conflit débuté en 2016, dans l’ancien *Southern Cameroon*, autrefois sous administration britannique, à l’issue de la Grande Guerre⁸⁸. Des groupes sécessionnistes se sont appropriés du malaise présent dans l’identité nationale, pour revendiquer la séparation des deux régions anglophones du Sud-ouest et du Nord-ouest d’avec le reste du Cameroun⁸⁹. Une telle revendication est inadmissible pour le pouvoir dont la prétention à l’unité demeure une question de vie ou de mort⁹⁰. Ainsi présentée, la guerre en cours dans les régions du Nord-ouest et du

87 Raoul Mbog, “ Le jour où Paul Biya a failli être renversé, ” *Slate Africa*, avril, 2007 : <https://m.slateafrique.com/85111/cameroun-sur-le-putsch-manque-du-6-avril-1984>, consulté le 4 décembre 2018.

88 Le rapport de l’*International Crisis Group* met assez bien en lumière les phases de cette crise et le rôle des différents acteurs. Il est à lire sur <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads>, consulté le 12 septembre 2019. Et sur la question des partages coloniaux comme étant les déterminants historiques de la crise actuelle, lire Mélanie Torrent, “ Des partages coloniaux aux frontières culturelles : (ré-)unifications et marginalisations au Cameroun méridional (1954-1961) ”, *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*, n°. 10 (2013) : <http://journals.openedition.org/mimmoc/1360> ; consulté le 7 novembre 2021.

89 Le Cameroun devient un protectorat allemand en 1884 avant d’être divisé en deux sphères d’influence suite à la défaite allemande lors de la guerre de 14-18. D’abord sous mandat de la SDN et administration franco-britannique, il sera ensuite, à l’issue de la Deuxième Guerre mondiale, mis sous tutelle de l’ONU mais toujours sous administration française et britannique. Il devient indépendant en 1960 pour la partie orientale administrée par la France, et en 1961 pour la partie occidentale britannique, date de réunification des deux entités ; il fallut cependant attendre 1972 pour une unification qui mit fin au système fédéral installé depuis 1961.

90 Pour une meilleure intelligence de la crise dite anglophone, lire les aspects juridiques développés par Alain Didier Olinga (dir.), *Cameroun. La crise anglophone sous le prisme du droit international* (Paris : L’Harmattan, 2019) et dans une perspective historique, lire Piet Konings, “Le problème anglophone au Cameroun dans les années 1990. ” *Politique Africaine*, n°. 65 (1996) : 25-35.

Sud-ouest, encore dite crise anglophone, est une “ guerre d’oubli “ entre, d’une part, des groupes sécessionnistes dont la conscience historique a “ oublié “ l’unité qui a précédé la partition du Cameroun en 1916⁹¹ en deux blocs d’influence franco-britanniques et ceux qui, à l’opposé, “ oublient “ que, de 1916 à 1961, il y a eu une division de fait du Cameroun en deux aires culturelles distinctes, séparation qui a engendré une recomposition des identités, voire, de l’identité nationale. Le problème de l’oubli se pose ainsi avec acuité sur le substratum même de l’oubli. Et la résurgence des manifestations dans l’ancien *Southern Cameroon* le 1^{er} octobre de chaque année conforte cette idée. Plus précisément, cette date renvoie à l’accession à l’indépendance du Cameroun occidental britannique et à sa réunification avec le Cameroun oriental. Cette date est donc chargée de mémoire pour les groupes sécessionnistes, qui veulent mettre en avant dans leur récit l’accession à l’indépendance du territoire dont ils revendiquent la séparation avec la République du Cameroun. Elle est, par contre, presque oubliée et désormais dépourvue de son contenu symbolique pour l’État du Cameroun. On peut constater que ces deux positions reposent chacune sur une vérité historique, mais qu’en fonction des objectifs poursuivis, les acteurs divergent sur le choix des dates et des événements considérés comme importants et fondateurs pour chaque identité, ainsi que sur le sens à leur attribuer. Ce choix s’inscrit donc au sein d’une bataille idéologique dont on peut dire, pour le moins, qu’elle a des conséquences dans la production historiographique : oubli et mémoire tendent à constituer des orientations historiographiques ainsi que cela a été évoqué plus haut.

Que ce soit donc pour la guerre d’indépendance du Cameroun ou pour la crise actuelle dans les régions anglophones, le dualisme mémoire-oubli reste un enjeu majeur et l’objet de querelles. Le vivre-ensemble qui est tiraillé entre paix et guerre, à cause des abus d’oubli d’un côté et des

91 Il est préféré dans ce texte, la division temporelle qu’opère Jean Koufan en présentant cette date (et non 1915, date de création du Condominium qui fut une administration plus éphémère) comme début d’une véritable présence française sur le territoire et d’un abandon et d’une liquidation de l’autorité politico-administrative et économique de l’Allemagne au Kamerun. Voir Jean Koufan, “ La vie politique au Cameroun sous l’occupation française, 1916-1923, ” Thèse de Doctorat de 3^e cycle (Université de Paris 7, 1985).

abus de mémoire de l'autre, invite à un apaisement des tensions dans les discours et récits historiques, par l'instauration d'un consensus minimal sans lequel les socles de l'identité camerounaise seront livrés à des régressions infinies et des quêtes perpétuelles de sens. Ce consensus se bâtit à deux niveaux, celui des alliances tacites qui peuvent donner lieu à des lois d'oubliance et celui de la production des historiens. Même s'il est avéré que les alliances ne durent que le temps où les signataires ont un intérêt en commun, il est utile de relever que de grandes nations sont bâties sur des alliances vieilles de plusieurs siècles, et qui pourraient inspirer le Cameroun, bien qu'il soit un État plus jeune aux réalités communautaires différentes. D'ailleurs, l'intérêt commun sous-jacent qui devrait motiver des alliances pour l'oubli, ne serait autre que la construction d'une nation et la consolidation du vivre-ensemble. Plusieurs exemples dans l'histoire confortent cette opinion : dès la *Lex oblivionis* romaine qui apparaît comme une amnistie et une " loi de l'oubli " ⁹², en passant par les lois et " politique de l'oubliance " des guerres de Religion ⁹³, le dualisme " union et oubli " de Louis XVIII ⁹⁴ jusqu'au " pacte d'oubli " espagnol ⁹⁵.

Tous ces exemples, s'appuient sur un concept indispensable : la vérité. La vérité bien qu'elle soit un idéal difficile à atteindre du fait qu'il existe des " régimes " ⁹⁶, des intérêts antagonistes chez les entrepreneurs politiques, des consciences historiques différentes chez les historiens, et des difficultés épistémologiques liées à l'Histoire (avec un " H " majuscule chez Veyne ⁹⁷), reste un impératif pour une possible réconciliation. Tant qu'on n'aura pas réconcilié le peuple avec son passé, ce qui relève de la responsabilité sociale de l'historien, on assistera impuissant

92 Voir les nombreux exemples recensés par Jeremie Foa, "L'ennemi comme un frère. Règles, pratiques et contournements de la coexistence confessionnelle sous le règne de Charles IX," *Siècles*, n°26 (2007) :81-95.

93 Paul-Alexis Mellet et Jeremie Foa, "une politique de l'oubliance" ? Mémoire et oubli pendant les guerres de Religion (1550-1600)," *Asterion*, n°. 15 (2016), <http://journals.openedition.org/asterion/2829>, consulté le 4 décembre 2018.

94 Rey, *L'oubli*

95 Danielle Rozenberg, " Le "pacte d'oubli" de la transition démocratique en Espagne. Retour sur un choix politique controversé," *Politix* 2, n°. 74 (2006) : 173-188.

96 Voir Michel Foucault, *Dits et écrits II, 1976-1988* (Paris : Gallimard, 2001), 112.

97 Paul Veyne, *Comment on écrit l'Histoire* (Paris : Seuil, 1971), 438.

à la résurgence de la “ compulsion de répétition ”⁹⁸ causée par ce “ passé qui ne passe pas ”⁹⁹ ou qui “ passe mal ”¹⁰⁰ parce que non réparé, et qui se caractérise par les replis identitaires et les rhétoriques vindicatives. Et l'évocation, à ce niveau, de cette responsabilité sociale de l'historien, permet de répondre à Dumoulin qu'une “ histoire qui sert ” n'est pas forcément une “ histoire serve ”¹⁰¹, la valeur de cette histoire ne pouvant s'évaluer qu'en analysant la cause vertueuse qu'elle sert, ses fins et les résultats auxquels elle permet d'aboutir, le cas échéant, la paix sociale.

Conclusion

Le but de ce texte était de montrer comment la mémoire et les enjeux qui lui sont associés font l'objet d'abus et de rivalités entre les groupes sociaux, en l'absence d'une “ éthique narrative ” et d'un récit national consensuel et partagé au Cameroun. Cette situation entraîne des abus de la mémoire qui se manifestent par la victimisation identitaire revendicative et le repli identitaire, signes d'une société en crise d'historicité. Pour sortir de cet abysse, il s'avère indispensable de réconcilier la société avec son histoire, préalable pour toute culture d'un oubli salutaire qui est transcendance du souvenir traumatique afin d'en évacuer les poches crisogènes. Cultiver l'oubli d'apaisement suppose que le deuil et le travail historiographique aient été faits pour extirper les poches obscures, sources de conflits et de refoulements. Ces mesures sont indispensables dans la construction d'une nation hégémonique, car une société ne saurait se diriger vers l'avenir, qui est par essence incertain, sans se réconcilier avec son passé. Cette impérieuse réconciliation est la responsabilité sociale de l'historien, qui dispose d'outils nécessaires permettant à la société de “ faire face ” à son histoire¹⁰².

98 Ricœur, *Histoire*, 96.

99 Eric Conan et Henry Rousso, *Vichy un passé qui ne passe pas* (Hachette Pluriel Editions, 2013), 401.

100 Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli. Mémoire de la guerre d'Algérie* (Paris : La Découverte, 1991).

101 Dumoulin s'est posé la question suivante : “ les historiens au service de l'État ? ”, avant d'y répondre plus loin qu'une “ histoire qui sert est une histoire serve ”. Lire Olivier Dumoulin, “ Les historiens au service de l'État ? (1871-1940) ”, in *Serviteurs de l'Etat. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, dir. Marc-Olivier Baruch et Vincent Duclert (Paris : La Découverte, 2000), 127-142.

102 Formule de l'historien guadeloupéen Lara Oruno issue de son ouvrage, *Guadeloupe : faire face à l'histoire* (Paris : L'Harmattan, 2009), 74.

BIBLIOGRAPHIE

Abouna, Paul. *Le pouvoir de l'ethnie : introduction à l'ethnocratie*. Paris : L'Harmattan, 2011.

Abomo, Pierre. "Le destin politique du nationalisme camerounais : entre réhabilitation et rejet." *Cahiers Mémoire et Politique*, Cahier n°. 4 (2017) : 81-98.

Abwa, Daniel. *Ni anglophones, ni francophones au Cameroun : tous des Camerounais!*. Yaoundé : Les éditions du Kilimandjaro, 2015.

Abwa, Daniel. *Commissaires et hauts-commissaires de la France au Cameroun (1916-1960) : ces hommes qui ont façonné politiquement le Cameroun*. Yaoundé : Presses universitaires de Yaoundé et Presses de l'Université catholique d'Afrique centrale, 1998.

Abwa, Daniel. *Cameroun, histoire d'un nationalisme, 1884-1961*. Yaoundé : Editions Clé, 2010.

Aron, Raymond. *Dimensions de la conscience historique*. Paris : Les Belles Lettres, 2015.

Atangana, Adeline. "Cameroun-repli identitaire : Les bellois avec à leur tête le Roi du canton Bell ont détruit à Douala un chantier de construction d'un monument en l'honneur de Ruben Um Nyobe." www.cameroun-info.net/article/cameroun-repli-identitaire-les-bellois-avec-a-leur-tete-le-roi-du-canton-bell-322242.html, 8 novembre 2018.

Ayissi, Lucien. "Le problème du vivre-ensemble entre le même et l'autre dans l'État postcolonial d'Afrique noire." *Revue africaine de philosophie*, n°.22 (2008) : 121-140.

Bandolo, Henry. *La flamme et la fumée*. Yaoundé : Editions Sopecam, 1985.

Bayart, Jean-François. *L'État au Cameroun*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1985.

Cardon, Dominique. "Réseaux sociaux de l'internet." *Communications*, n°.88(2011) :141-148.

Chatain, Jean, Epanya Augusta et Moutoudou Albert. *Kamerun, une indépendance piégée*. Paris : L'Harmattan, 2011.

Chateauraynaud, Francis, et Torny Didier. *Les sombres précurseurs, une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*. Paris : Editions de l'EHESS, 1999.

Conan, Eric, et Rouso Henry. *Vichy un passé qui ne passe pas*. Hachette Pluriel Editions, 2013.

Coulon, Christian. "En Afrique, la question ethnique a été manipulée", interview de Tuquoi, Jean-Pierre. *Le Monde*, [en ligne], 29 mars 2008. mobile.lemonde.fr/afrique/article/2008/en-afrique-la-question-ethnique-a-ete-manipulee_1028764_3212.html, consulté le 15 novembre 2018.

Deltombe Thomas, Domergue Manuel, et Tatsitsa Jacob. *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique.1948-1971*. Paris : La Découverte, 2011.

Dosse, François. "L'histoire à l'épreuve de la guerre des mémoires." *Cités*, n°.33 (2008) : 31-42.

Dumoulin, Olivier. "Les historiens au service de l'État ? (1871-1940)." in *Serviteurs de l'État. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1946*, dirigé par Baruch, Marc, Olivier, et Vincent, Duclert, 127-142. Paris : La Découverte, 2000.

Dumoulin, Olivier. *Le rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*. Paris: Albin Michel, 2003.

Elkins, Caroline. *Britain's Gulag : The brutal End of Empire in Kenya*. Paris : Jonathan Cape, 2005.

Emalé, Mathias. "Douala : Les chefs du canton Bell détruisent le chantier du monument d'Um Nyobe." *Journal du Cameroun*, 26 mai 2018. www.journalducameroun.com.

com/douala-chefs-canton-bell-detruisent-monument-dum-nyobe/, consulté le 10 novembre 2018.

Foa, Jeremie. "L'ennemi comme un frère. Règles, pratiques et contournements de la coexistence confessionnelle sous le règne de Charles IX." *Siècles*, n° 26 (2007) : 81-95.

Forchtner, Bernard. "Historia Magistra Vitae : Le topos de 'l'Histoire comme maître de la vie' dans les controverses publiques sur la représentation de Soi et de l'Autre." *Argumentation et analyse du discours*, n° 16 (2016). <http://aad.revues.org/2170>, consulté le 9 septembre 2018.

Foucault Michel, *Dits et écrits II, 1976-1988*. Paris : Gallimard, 2001.

Granjon, Fabien, et Denouel Julie. "Exposition de soi et reconnaissance de singularités subjectives sur les sites de réseaux sociaux." *Sociologie1*, n° 1 (2010) : 25-43.

Hartog, François. *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*. Paris : Seuil, 2003.

International Crisis Group. "Cameroun : La crise anglophone à la croisée des chemins. " Rapport n° 250 (2017). <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-cameroons-anglophone-crisis-crossroads>, consulté le 12 septembre 2019.

Issekin, Yvan. "Inflexion et reproduction du vote communautaire au Cameroun (1992-2013) : une dynamique tendue autour de l'activité territoriale des partis politiques," Thèse pour le Doctorat Ph.D en Science politique, Université de Yaoundé 2, 2020.

Issekin, Yvan. "Le vote communautaire est-il intermittent au Cameroun ? La géopolitique du RDPC à l'élection présidentielle de 2018." *L'Espace Politique*, n° 40 (2020). <http://journals.openedition.org/espacepolitique/7822>, consulté le 20 novembre 2020.

Janet, Pierre. *L'évolution psychologique de la personnalité. Compte rendu intégral des conférences faites en 1919 au Collège de France, Edition de 1984*. Paris : Société Pierre Janet, 1984.

Julia, Dominique. " Commémoration et histoire : aux origines de l'instruction publique ", *Histoire de l'éducation*, n° 42 (1989) : 5-11.

Kingdon, John. *Agendas, alternatives and public policies (2nd edition)*. New York: Longman, 1995.

Konings, Piet. "Le problème anglophone au Cameroun dans les années 1990. " *Politique Africaine*, n° 65 (1996) : 25-35.

Koufan, Jean. " La vie politique au Cameroun sous l'occupation française, 1916-1923, " Thèse de Doctorat de 3^e cycle en histoire, Université de Paris 7, 1985.

Loi n°91/022 du 16 décembre 1991 portant réhabilitation de certaines figures de l'histoire du Cameroun.

Louâpre, Muriel. "Présentation." *Écrire l'histoire*, n° 13-14 (2014) : 190-193.

Mbembe, Achille. " Le spectre de l'État : des dimensions politiques de l'imaginaire historique dans le Cameroun postcolonial. " *Revue de la Bibliothèque Nationale* 13 (1989) : 2-13.

Mbembe, Achille. *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Karthala, 2000.

Mbembe, Achille. "Domaines de la Nuit et Autorité Onirique dans les Maquis du Sud-Cameroun (1955-1958). " *The Journal of African History* 32, n° 1 (1991) : 89-121.

Mbembe, Achille. "Épilogue. Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'Etat. " in *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*. Dirigé par Peter Geschiere et al., 345-374. Paris : Karthala, 1993.

Mbembe, Achille. *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*. Paris : Karthala, 1996.

- Mbembe, Achille. *Le problème national kamerunais*. Paris : L'Harmattan, 1984.
- Mbembe, Achille. "Les hoquets du changement et les pesanteurs de la continuité au Cameroun." *Le Monde Diplomatique*, (juin 1984) : 1-19. <https://www.monde-diplomatique.fr/1984/06/MBEMBE/38027>, consulté le 30 novembre 2018.
- Mbog, Raoul. "Le jour où Paul Biya a failli être renversé." *Slate Africa*, avril, 2007. <https://m.slateafrique.com/85111/cameroun-sur-le-putsch-manque-du-6-avril-1984>, consulté le 4 décembre 2018.
- Mellet, Paul-Alexis, et Foa Jeremie. " 'une politique de l'oubliance' ? Mémoire et oubli pendant les guerres de Religion (1550-1600)." *Asterion*, n°.15 (2016). <http://journals.openedition.org/asterion/2829>, consulté le 4 décembre 2018.
- Menthong, Marie Laure. "Vote et communautarisme au Cameroun : un 'un vote de cœur, de sang et de raison' ." *Politique africaine*, n°.69 (1998) : 40-52.
- Meyomessé Enoh, Dieudonné, *La question tribale et la politique au Cameroun*. Darmstadt : Edkbooks, 2016.
- Michel, Marc. "Une décolonisation confisquée ? Perspectives sur la décolonisation du Cameroun sous tutelle de la France 1955-1960." *Revue française d'histoire d'outre-mer* 86, n°.324-325 (2è semestre 1999) : 229-258.
- Mintoogue, Yves. " Géographies de l'insoumission et variations régionales du discours nationaliste au Cameroun (1948-1955)." *Cahiers d'études africaines*, n°. 238 (2020) : 245-270.
- Mongin, Olivier. " Une mémoire sans histoire ? Vers une autre relation à l'histoire." *Esprit*, n°. 190 (1993) : 102-113.
- Morin, Françoise. "Minorités, revendications d'identité ethnique, mouvements nationalistes." *Bulletin de l'Association des anthropologues*, n°.5 (1981) :16-21.
- Neveu, Eric. *Sociologie politique des problèmes publics*. Paris : Armand Colin, 2015.
- Nitcheu, Brice. "Campagne militaire française en pays Bamiléké. Chronique d'un génocide annoncé." non publié.
- Njimeni Njiotang, Clébert Agenor. "Le discours de Paul BIYA à l'ère du multipartisme au Cameroun: mises en scène argumentatives et relation au pouvoir ", Thèse de Doctorat en linguistique, volume 2, Université de Bordeaux Montaigne, 2018.
- Noiriel, Gérard. *Sur la crise de l'histoire*. Paris : Belin, 1996.
- Nora, Pierre. " Malaise dans l'identité historique." *Le Débat*, n°. 141 (2004): 44-48.
- Olinga, Alain Didier. *Cameroun. La crise anglophone sous le prisme du droit international*. Paris : L'Harmattan, 2019.
- Onana, Jean-Baptiste. "Bamiléké vs Cameroun ?." *Outre-Terre*, n°.11 (2005) :337-344.
- Oruno, D.Lara. *De l'oubli à l'histoire*. Paris : L'Harmattan, 2015.
- Oruno, D.Lara. *Guadeloupe : faire face à l'histoire*. Paris : L'Harmattan, 2009.
- Parsons, Talcott. *The social system*. New York : The Press of Glencoe, 1951.
- Pokam Kamdem, Moïse, et Fouelefack Tsamo, Christian. "La controverse dans l'histoire récente du Cameroun. Quelle perspective historiographique ?." *Nka' Lumière. Revue interdisciplinaire de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines*, n°. 17 (2017) : 75-94.
- Pommerolle, Marie-Emmanuelle. "Une mémoire vive : débats historiques et judiciaires sur la violence coloniale au Kenya." *Politique Africaine* 2, n°. 102 (2006) : 85-100.
- Renan, Ernest. "Qu'est-ce qu'une nation ?." conférence en Sorbonne, 11 mars, 1882.
- Rey, Jean-Michel. *L'oubli dans les temps troublés*. L'olivier, 2010.
- Ricœur, Paul. *Histoire et vérité*. Paris : Seuil, 2001.

- Ricœur, Paul. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Seuil, 2000.
- Rochais, Véronique. "La catastrophe aérienne du 16 août 2005: de l'événement comme fait divers aux stratégies de construction identitaire martiniquaise." *Revue Asylon(s)*, n°.11 (2013). <http://www.reseau-terra.eu/article1285.html>, consulté le 19 novembre 2018.
- Rondeau, Dany. "Mémoire, identité, altérité : contribution de la narration à une éthique de la réconciliation." *Éthique publique* 9, n°. 2 (2007). <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/1762>, consulté le 11 novembre 2018.
- Rozenberg, Danièle. "Le 'pacte d'oubli' de la transition démocratique en Espagne. Retour sur un choix politique controversé." *Politix* 2, n°.74 (2006) :173-188.
- Salmon, Christian. *Storytelling : La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris : La Découverte, 2007.
- Shapovalova, Anne. "La fabrique d'un mythe fondateur ancré dans l'avenir: la rhétorique interventionniste lors des procès-spectacles en URSS." *Encyclo*, n°.8 (2017) :15-29.
- Singakwé, Tièmeni. "Mémoire nationaliste versus mémoire colonialiste." *Socio-anthropologie*, n°.37 (2018) :123-135.
- St Augustin. *Les confessions*. Paris: Flammarion, 1993.
- Stengers, Jean. "L'historien face à ses responsabilités." *Revue Belge De Philologie et d'Histoire* 82, fasc. 1-2 (2004): 71-102.
- Stephan, Walter, et Cookie Stephan. "Intergroup anxiety." *Journal of social issues*, n°. 41 (1985): 157-176.
- Stora, Benjamin. *La gangrène et l'oubli. Mémoire de la guerre d'Algérie*. Paris : La Découverte, 1991.
- Thiesse, Anne-Marie. *La création des identités nationales, Europe XVIIIè-XIXè siècle*. Paris : Editions du Seuil, 1999.
- Todorov, Tzvetan. *Les abus de la mémoire*. Paris : Arléa-Seuil, 1995.
- Torrent, Mélanie. "Des partages coloniaux aux frontières culturelles : (ré-)unifications et marginalisations au Cameroun méridional (1954-1961)." *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*, n°. 10 (2013), <http://journals.openedition.org/mimmoc/1360>, consulté le 7 novembre 2021.
- Veyne, Paul. *Comment on écrit l'histoire*. Paris : Seuil, 1971.
- Vidal-Naquet Pierre. *Les assassins de la mémoire*. Paris : La Découverte, 2005.
- Voegelin, Eric. *Anamnesis. On the theory of history and politics*. Columbia : University of Missouri Press, 2002.
- Walter, François. "De la catastrophe naturelle à la conception moderne du risque et de l'idée de crise." in *Crises et facteur humain : les nouvelles frontières mentales des crises*. Dirigé par Thierry Portal, 35-44. Paris : De Boeck, 2009.

Referência para citação:

Molo, Brice. "Faire face à la crise identitaire : une responsabilité sociale de l'historien dans la construction nationale camerounaise". *Práticas da História, Journal on Theory, Historiography and Uses of the Past*, n.º 13 (2021): 117-156.